|  |
| --- |
| Marc-Adélard Tremblay † (1922-2014) et Jules Dufour † (1929-1997)  Respectivement professeur émérite, Université Laval et UQAC  (2006)  La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales et l’auto-détermination.  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Marc-Adélard Tremblay et Jules Dufour

***La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales et l’auto-détermination.***

Kuujjaq, Nunavik, Canada: Séminaire IPSSAS 2006, du 22 mai au 2 juin 2006, 58 pp.

M Marc-Adélard Tremblay, anthropologue, professeur émérite retraité de l’enseignement de l’Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Boite_aux_lettres_clair Courriel : [matrem@microtec.net](mailto:matrem@microtec.net) ou [matremgt@globetrotter.net](mailto:matremgt@globetrotter.net)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

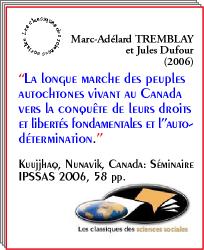
Mise en page sur papier format : LETTRE US , 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 5 mars 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Marc-Adélard Tremblay  
et Jules Dufour (2006)

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.



Kuujjaq, Nunavik, Canada: Séminaire IPSSAS 2006, du 22 mai au 2 juin 2006, 58 pp.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

Table des matières

[Résumé](#longue_marche_resume) [1]

[Introduction](#longue_marche_intro). Problématique générale [3]

[LES SOUS-PÉRIODES DE LA LONGUE MARCHE DES AUTOCHTONES CANADIENS VERS LA RÉALISATION DE L'AUTODÉTERMINATION](#longue_marche) [5]

[*Première période*](#longue_marche_periode_1). Les années 1950 et 1960 [5]

[*Deuxième période*](#longue_marche_periode_2). Les années 60 et 70 [7]

[*Troisième période*](#longue_marche_periode_3)*.* Les années 70 et 80 [11]

[*Quatrième période*](#longue_marche_periode_4). Les années 50 à 90 [16]

[*Cinquième période*](#longue_marche_periode_5). Les années 90 [19]

[*Sixième période*](#longue_marche_periode_6). Les années 1990 [21]

[*Septième période*](#longue_marche_periode_7). Les années 1990-2003 [25]

[Conclusion générale](#longue_marche_conclusion) [27]

[Bibliographie générale et références chronologiques](#longue_marche_biblio) [28]

[Schéma synthèse des périodes](#longue_marche_schema_synthese)

[Annexe des tableaux et composantes des sous-périodes de la longue marche des autochtones canadiens](#longue_marche_annexe) [37]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

RÉSUMÉ

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cette longue marche ne s'est pas amorcée au moment de l'arrivée des Français ou des Anglais sur le territoire qu'ils occupaient depuis des temps immémoriaux, mais peu après le milieu du vingtième siècle. Dans un premier temps, ils se sont perçus comme des voisins accueillants et généreux, puis plus tard, comme des amis et des alliés des uns et des autres, espérant ainsi vivre en harmonie avec eux. Ils ont déchanté au moment de la création de la Confédération canadienne (1867) bien qu'ayant été reconnus par celle-ci comme un des Peuples fondateurs, cela n'a pas changé grand chose dans leur existence. Cette perte de leur illusion s'est accentuée au moment de l'établissement de la tutelle et du confinement sur des Réserves par la Loi sur les Indiens (1876). C'est seulement après le dépôt du Rapport de la Commission Hawthorn-Tremblay (1966-67), la parution du Livre Blanc du Gouvernement Fédéral (1969) et la réaction de son rejet par les Chefs de l'Alberta (Le Livre Rouge 1970) que les Premières nations du Canada ont amorcé la construction d'une force politique et ont suscité à l'échelle du pays une réorientation des éléments constitutifs de leur identité culturelle. Celle-ci s'appuyait sur leurs traditions ancestrales plutôt que de l'être sur les valeurs et les comportements de la classe dominante. Cet éveil amérindien s'est accompagné d'un changement prononcé d'attitude de la part du Fédéral et de certains gouvernements provinciaux. Il a permis l'Entente de la Baie James et du Nord québécois (1975) - la négociation d'un mode de vie autochtone, une Première au pays‑, l'Entente du Nord-Est québécois (1978), l'enchâssement dans la Constitution canadienne de la reconnaissance des droits autochtones et la protection de ces droits (1982), l'établissement de la Commission royale sur les Peuples autochtones (1992), la mise sur pied à la grandeur du pays de nombreuses Tables de négociation pour discuter du processus de la gouvernance autochtone et la création du Territoire du Nunavut (1999). Un Tableau d'ensemble présentera les différentes réalisations de ces 43 dernières années. Les Inuits du Nunavik serviront d'étude de cas et les dynamiques en cours illustreront les transformations idéologiques chez les non-Autochtones qui ont permis ce changement de cap. On assistera alors aux différentes étapes devant mener à l'établissement d'un gouvernement public, dans le cadre d'une Province, détenant un fort degré d'autonomie.

[2]

[3]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

INTRODUCTION

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Lorsqu'on m'a demandé d'effectuer une intervention dans le cadre d'une table ronde en vue de discuter des progrès que les Peuples autochtones canadiens ont réalisés, j'ai demandé à Jules Dufour, un collègue de l'Université du Québec à Chicoutimi, s'il voulait traiter de ce sujet avec moi . C'est un spécialiste de géographie humaine et des questions environnementales, deux champs d'étude qui se surajoutent aux miens. Le motif de ma décision était lié au fait que je voulais aborder le sujet proposé dans une perspective d'ensemble qui prendrait en compte les facteurs historiques, les dynamiques qui les ont transformés ainsi que les réalisations qui s'en sont suivies dans le cadre d'une longue marche amorcée par les Autochtones canadiens, surtout peu après le milieu du vingtième siècle, dans le dessein d'assurer l'entier respect de l'ensemble de leurs droits territoriaux et ancestraux ainsi que de conquérir, par la patience et la portée de leurs petits pas, l'autonomie gouvernementale et la pleine gérance de leurs propres affaires. J'ai eu l'occasion de travailler avec Jules Dufour depuis plus de trois dans le cadre des travaux de la Commission du Nunavik et de me rendre compte que nous partagions des perspectives comparables et que ses compétences complémentaires enrichissaient d'emblée le regard que je posais sur les réalités à observer. Qui plus est, il possédait une riche expérience d'observations scientifiques et d'interventions dans les milieux autochtones depuis plus de vingt‑cinq ans.

Après discussion, nous avons choisi une tranche de temps d'un peu plus d'une quarantaine d'années (1960-2003). Celle‑ci nous permettrait d'identifier, de suivre plus facilement et de mieux comprendre comment les différentes étapes de cette longue marche ont été entreprises, qui en ont été les principaux promoteurs, à quelles occasions et par quels biais les visions des chefs de file ont été partagées par l'ensemble des communautés autochtones et ont perçues par la population non-Autochtone ? Est-ce que ces visions ont été entérinées à la pièce ou par blocs par les gouvernements successifs du Canada ? Autrement dit, quels ont été les stratégies et les moyens utilisés pour conférer aux démarches proposées le meilleur degré d'efficacité possible ? À notre point de vue, nous sommes en présence d'un rapport de force et d'un processus de communication à l'occasion duquel il existe trois interlocuteurs : un gouvernement, une population non-Autochtone et l'ensemble des Autochtones vivant au Canada. Il existe donc trois communautés distinctes, mais l'une d'entre elles, le gouvernement, en principe à tout le moins, décide et agit en fonction du bien commun (une éthique sociale dissociée de tout préjugé) et de l'intérêt supérieur de l'ensemble des citoyens qui l'ont mis en place. Cette distinction a son importance puisqu'elle nous permet de tenir compte d'une variable déterminante, c'est-à-dire laquelle des deux communautés est à l'origine d'initiatives historiques apparentées aux objectifs de la longue marche. À l'examen de ces dernières, on s'aperçoit qu'elles peuvent être d'origine autochtone, d'origine gouvernementale et même d'origine conjointe. Cela nous amène, en premier lieu, à examiner la nature de la démarche ou de l'initiative entreprise et, par la suite, à identifier les résultats. C'est par rapport aux résultats de ces initiatives que la population générale entre en ligne de compte pour [4] donner son accord, apporter des correctifs, et même dans certains cas, désavouer complètement une initiative dont les implications lui apparaissent inacceptables. Dans l'exercice de ces interactions multiples entre ces trois partenaires, on comprendra l'importance de la communication et la nécessité de véhiculer à toutes les parties concernées, à toutes les étapes de la démarche engagée, une information fiable et complète. Lorsque certaines initiatives bien intentionnées et louables achoppent, il n'est pas rare d'en identifier la source à une information inexistante, incomplète et même, plus rarement, à une information biaisée.

Un deuxième aspect de notre perspective se rapporte au type d'analyse globale que nous voulions mener. Nous voulions présenter une vision d'ensemble de cette démarche autochtone, sans prendre en compte d'autres variables qui préciseraient l'analyse projetée. Toutefois, cette orientation ne nous empêchait pas d'identifier les résultats concrets obtenus sans avoir à présenter les dynamiques en cause dans chacun des cas. Ainsi nous en sommes venus à identifier des initiatives majeures qui ont produit des résultats tangibles relatifs aux aspirations autochtones. Nous les avons consignés dans un Tableau analytique qui comprend quatre éléments de différenciation : (a) la date de l'initiative, qui l'a amorcée et s'agit-il d'un territoire provincial ou fédéral ; (b) le ou les Peuples autochtones principalement concernés ; (c) la nature de la démarche, laquelle est habituellement identifiée par les objectifs à atteindre ; (d) les résultats concrets obtenus.

Cette approche nous permettait d'obtenir une vue d'ensemble. Ce profil nous est apparu insuffisant, étant donné la complexité des éléments sociohistoriques et sociopolitiques en présence. Aussi avons-nous juges qu'il était nécessaire de diviser la grande période de quarante‑trois ans en sous-périodes. Par ce biais-là, nous pourrions plus facilement mettre en relief la progression de la démarche autochtone tout en jetant un regard sur les stratégies d'époque, c'est-à-dire celles qui étaient estimées par leurs promoteurs comme étant les plus propices, dans les circonstances, pour atteindre les objectifs recherchés. On savait d'avance qu'il y avait eu plusieurs changements durant cette période tant du côté des promoteurs, des initiatives, des enjeux en cause ainsi que du côté des attitudes de la population à l'endroit des Autochtones. Cette division en sous-périodes nous permettrait, pensait-on, de voir avec plus de netteté les dynamiques en cause ainsi que l'ensemble des réalisations autochtones.

Nous avons identifié sept sous-périodes que nous allons d'abord identifier et, par après, en définir les composantes particulières : (1) la prise de conscience par les Autochtones de leurs précaires conditions de vie et de leurs relations ambiguës avec le reste du Canada coïncidant avec le dépôt du Rapport de la Commission Hawthorn-Tremblay (les années 50 et 60) ; (2) l'organisation politique de la mobilisation autochtone et les embûches rencontrées en cours de route. L'attention est centrée sur le rôle déterminant des organisations successives à caractère national. (Les années 60 et 70) ; (3) le recours aux tribunaux et les jugements qui leur reconnaissent leurs droits réels (les années 70 et 80) ; (4) la constellation de facteurs structurants et de [5] renforcement de la juste cause des Autochtones et de son éventuel plein succès (les années 50 à 90) ; (5) la prise de conscience par les citoyens canadiens des conditions de vie difficiles des Peuples autochtones canadiens et des injustices historiques commises à leur endroit et le dépôt du Rapport de la Commission royale (Erasmus-Dussault) sur les Peuples autochtones (les années 90) ; (6) la définition des politiques autochtones ou d'orientations par les gouvernements (années 90) ; (7) L'enclenchement du processus de négociation suivant les principes d'une approche commune pour régler les revendications territoriales et les demandes d'autonomie gouvernementale (années 90 et 2000, c'est‑à‑dire, la phase actuelle).

Pour assurer une meilleure compréhension de notre dossier, nous avons pensé ajouter à notre présentation orale des éléments visuels de même qu'une abondante documentation. Celle-ci pourrait être consultée par les personnes intéressées. En plus des références bibliographiques habituelles, celle-ci comprendra : [a) des acétates sur les faits saillants de la démarche autochtone à l'échelle canadienne et au niveau du Québec ; (b) des acétates sur l'état des revendications globales au Canada ainsi que l'état des négociations relatives aux revendications territoriales et à l'autonomie gouvernementale au Canada ; (c) de nombreuses cartes géographiques sur acétate et en particulier celles se rapportant aux territoires autochtones sur lesquels des progrès importants ont été accomplis ; (d) deux cartes murales ; l'une sur les Indiens et Inuits du Canada du MAINC en 1989 et l'autre sur le Nunatak, Our Land de 1999 ; (e) deux tableaux inédits de Statistique Canada sur la population canadienne et (f) des montages visuels sur les travaux de la Commission du Nunavik (Montage Power Point) ainsi que des photographies sur le Nunavik se rapportant à la période 2000-2001 et des diapositives des périodes 1978, 1992 et 1993.

[5]

LES SOUS-PÉRIODES  
DE LA LONGUE MARCHE  
DES AUTOCHTONES CANADIENS  
VERS LA RÉALISATION DE  
L'AUTODÉTERMINATION

[Retour à la table des matières](#tdm)

[5]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

1re pédiode

Les années 1950 et 1960

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Première période*. Les années 1950 et 1960 : *Prise de conscience par les Autochtones de leur statut marginal et de la pauvreté de leurs conditions de vie par rapport aux Canadiens ainsi que leur statut de dépendance vis-à-vis leur fiduciaire* (le Gouvernement fédéral).

L'époque qui a suivi la fin de la Seconde guerre mondiale en a été une de prospérité économique et de changements technologiques et institutionnels d'importance au Canada. On assiste ainsi à l'énoncé et la mise en place de politiques sociales d'envergure par le gouvernement fédéral visant à protéger la population canadienne contre les risques inhérents à la vie : la maladie, (Assurance santé), le chômage, (Assurance chômage) et la pauvreté (assistance sociale), à titre d'exemples. Ou encore, on peut se référer à des mesures sociales pour aider les familles à mieux traverser certaines périodes onéreuses de la vie des maisonnées, (politiques à l'enfance : allocations familiales et politiques à la vieillesse : sécurité de la vieillesse). La [6] plupart des Autochtones à cette période-là, vivaient sur les Réserves sous un régime de tutelle établi à l'occasion de la Loi sur les Indiens de 1876 et étaient particulièrement éligibles pour bénéficier de ces mesures d'assurance et d'assistance comportant des compensations financières. Toutefois, certaines de ces mesures ne les touchaient guère. C'est le cas de la sécurité de la vieillesse, étant donné leur faible espérance de vie. Quant à l'assurance santé, ils pouvaient bénéficier de ses différentes composantes en autant, qu'en cas de maladie importante, ils acceptent de s'expatrier au Sud pour y recevoir les soins requis. Quant à l'assurance chômage, comme une très faible minorité d'entre eux occupaient un emploi salarié, cette mesure perdait son caractère universel auprès des travailleurs œuvrant dans les métiers traditionnels. Quant à l'assistance sociale, plusieurs familles pouvaient en bénéficier tout en réalisant que les allocations monétaires reçues ne prenaient pas en compte du coût élevé de la vie dans les milieux excentriques et, en conséquence, ne satisfaisaient qu'en partie les besoins essentiels de leurs membres.

La Commission Hawthorn-Tremblay fut établie en 1964 afin d'examiner des questions qui apparaissaient assez étroitement reliées aux coûts engendrés par les fonctions de fiduciaire des Autochtones du fédéral, lesquels augmentaient selon des taux de croissance que la population canadienne avait de plus en plus de misère à accepter craignant que les impôts continuent de croître au même rythme que les dépenses. Aussi, se demande-t-on au niveau fédéral, si certains des pouvoirs constitutionnels des provinces (dans les champs de la santé, de l'éducation, et de l'emploi, par exemple), ne pourraient pas être transférés aux provinces. Ces préoccupations financières ne furent pas exprimées explicitement dans le mandat de la Commission. Celle‑ci devait étudier cc la situation sociale, éducative et économique des Indiens du Canada ». Les membres découpèrent ce mandat général sous quatre rubriques distinctes. Le premier secteur à examiner était celui de l'emploi, de la formation technique, du chômage, et du développement économique. Comment attirer les industries à venir s'installer au Nord et à offrir des emplois en priorité aux Autochtones ? Le deuxième champ d'étude avait trait à l'éducation : la réussite scolaire et le décrochage, comment rehausser le niveau d'instruction, dans quelles sortes d'écoles devaient-on envoyer les étudiants (pensionnats versus écoles publiques intégrés ? quels programmes devraient-on concevoir pour qu'ils soient mieux adaptés aux réalités nordiques et aux systèmes de valeur des Autochtones ? Comment attirer des professeurs compétents sensibilisés aux questions autochtones et ainsi de suite. Le troisième élément consistait à examiner la question du leadership Autochtone sur les réserves. Le système fédéral favorisait des chefs élus, mais dans certaines réserves subsistait concurremment un leadership d'héritage créant ainsi des clivages et des divisions dans les communautés. Comment était rempli le mandat des chefs sur les réserves, obéissaient-ils aux règlements administratifs établis par le fédéral ? Quels mécanismes locaux contrôlaient les dépenses, la reddition des comptes, l'élection des membres du Conseil de bande, les mécanismes de prise de décision et ainsi du reste ? La quatrième question à l'étude s'intéressait au système fédéraliste canadien dans le dessin d'examiner les avenues à explorer pour transférer en partie ou complètement les [7]

coûts des services à offrir aux Autochtones. Quelles modifications faudrait-il apporter à la Constitution canadienne et quel système juridique faudrait-il concevoir pour que des ententes fédérales provinciales puissent ainsi être établies et permettre aux provinces de partager avec le fédéral les dépenses occasionnées par la prestation de l'ensemble des services auxquels les Autochtones ont droit ?

La Commission a déposé son Rapport en deux volumes sous la direction du Professeur Harry B. Hawthorn en 1966-67. Le premier volume avait 404 pages et contenait 91 recommandations réparties selon les thématiques suivantes : d'intérêt général (la recommandation 7 recommande que les Indiens soient considérés comme des citoyens qui ont des droits additionnels (« Citizen Plus ») en vertu du fait qu'ils sont le premier membre fondateur de la communauté canadienne), le développement économique, les relations fédérales provinciales, le politique, le bien‑être et le gouvernement local. Le second volume comporte 251 pages et contient un total de 60 recommandations. Celles‑ci ont trait à l'intérêt général, les services spéciaux d'éducation, la santé, les livres de classe, la communication et les relations publiques, les ententes conjointes, les écoles publiques et confessionnelles, la formation professionnelle et les services de placement, mesures scolaires additionnelles (24 en tout). Pour des raisons que nous ignorons encore, ces recommandations n'ont pas fait l'objet d'études sérieuses de la part des autorités concernées et ont abouti sur les tablettes. Cependant, même si celles‑ci n'étaient pas connues dans le détail par les Autochtones ordinaires, leurs dirigeants savaient tout de même que les études de la Commission leur étaient favorables et recommandaient des mesures visant à renouveler leur statut auprès des autorités compétences, à améliorer substantiellement leurs conditions de vie par la création d'emplois ainsi qu'à leur permettre d'assumer de plus larges responsabilités dans la conduite de leurs affaires. Le Rapport mettait en relief aussi les droits auxquels ils ont droit et suggérait des mesures visant l'élimination de la pauvreté et le rehaussement du niveau de bien-être ainsi que le développement économique. De plus, certaines mesures visaient à apporter des changements au système scolaire afin que les étudiants se reconnaissent dans les études qu'ils entreprennent et deviennent utiles à leurs communautés respectives ou se trouvent un emploi sur le marché du travail. Autrement dit, les Autochtones prennent conscience que les gouvernements ne leur offrent pas une prestation de services de qualité à laquelle ils ont droit et se demandent quels moyens utiliser pour y arriver.

[7]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

2e pédiode

Les années 1960 et 1970

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Deuxième période*. Les années 60 et 70 : l'organisation politique de la mobilisation autochtone et l'établissement d'organisations de nature politique dans le dessein de renforcer et de consolider leurs efforts pour faire respecter leurs différents droits auprès des gouvernements.

Les aspects historiques ainsi que les objectifs poursuivis par les Autochtones pour établir des organisations nationales représentatives et fonctionnelles proviennent d'un document produit par l'Assemblée des Premières Nations *(Assembly of First* [8] *Nations - The Story)* paru sur un site internet. L'accent est placé exclusivement sur les organisations de nature nationale. On sait que celles-ci, dans leur fouée, ont influencé la création d'organisations provinciales ainsi que d'organisations représentant différentes Nations autochtones.

La Loi de 1927 sur les Indiens prohibait la création par ces derniers d'organisations à visée politique. Toute tentative en ce sens par des chefs autochtones était vite réprimée par la Police Montée laquelle emprisonnait les récalcitrants. Le système de Conseil de bande sur les réserves fut établi à ce moment-là. Par ce biais, les autorités du temps empêchaient la légitime organisation de la chefferie indienne selon les normes traditionnelles. Cette même loi prohibait également l'usage de la langue maternelle et des pratiques religieuses des groupes autochtones. On était justifié, par cette disposition juridique, de punir les écoliers surpris à utiliser leur langue dans les pensionnats. Le potlatch, une coutume autochtone fort répandue, était aussi entaché d'une prohibition et c'est seulement dans les années récentes que le gouvernement fédéral a reconnu sa légalité. Ce furent des idées découlant de la perception par les dirigeants de la supériorité ethnocentriques des civilisations anglaise et française qui ont justifié les positions juridiques des gouvernements en place à l'endroit des Autochtones.

C'est à la fin de la Première Guerre mondiale que *The League of Indians in Canada* fut établi à peu près en même temps que La ligue des Nations. Comme cette ligue obtint peu d'appuis de la part de groupes autochtones ayant des intérêts divergents, elle disparut vite de la scène politique, Ce n'est que vers la fin des années quarante qu'une initiative analogue fut amorcée pour créer *The North American Indian Brotherhood.* Mais devant le peu d'appuis reçus à l'échelle canadienne et les actions d'opposition des gouvernements, particulièrement de la Saskatchewan, ainsi que des difficultés administratives obligèrent la NAIB de se scinder en organisations régionales et de se dissoudre au début des années cinquante.

Une décennie s'écoula durant laquelle les Autochtones cherchèrent à regrouper leurs efforts en vue d'une action commune. C'est ainsi qu'en 1961 on a établi *The National Indian Council* pour représenter trois des quatre organisations autochtones majeures du Canada : Les Indiens des Traités et statués ; les Indiens non-statués et les Métis. Les Inuit ne firent pas partie de ce groupe de pression. L'objectif du Conseil National Indien était de créer une unité d'intention chez tous les Indiens. Depuis cette époque, les Indiens ont toujours été représentés à Ottawa par une organisation ou une autre. Mais au fur et à mesure que les Indiens devenaient de mieux en mieux organisés et que leurs démarches se sont diversifiées, le Conseil, à la suite d'une entente mutuelle, se scinda en 1968 en deux entités distinctes. Les Indiens des Traités ainsi que les Indiens inscrits formeront *The National Indian Brotherhood* tandis que les Indiens non inscrits et les Métis formeront *The Native* *Council of Canada.* La parution du Livre Blanc du gouvernement fédéral en 1969, lequel préconisait l'abolition des réserves et la révocation du statut d'Indien, a eu à affronter une opposition [9] systématique et vigoureuse du *National lndian Brotherhood. qui* réussit à faire retirer le Livre Blanc. Tous les Chefs qui se sont succédés jusqu'en 1982 ont réussi à construire un puissant groupe de pression voué à la défense des droits autochtones et à forcer les gouvernements fédéral et provinciaux à redéfinir leurs politiques et leurs stratégies dans leurs relations avec les Autochtones, et, en particulier, après le rejet de l'Entente du Lac Meech

En 1972, le *National lndian Brotherhoo* présenta au gouvernement fédéral un Mémoire réclamant l'entière autorité des Autochtones sur les politiques relatives à l'éducation des Indiens. Le ministre d'alors, Jean Chrétien, acquiesça à cette demande et la considéra comme la philosophie générale des Premières Nations sur la gouvernance autochtone. Cette réussite eût un effet d'entraînement et permit aux Autochtones de prendre en charge les questions liées au logement, aux soins de santé et au développement économique.

En 1979, une délégation de 300 Indiens inscrits et Chefs de bandes se sont rendus à Londres avec l'intention de bloquer le rapatriement de la Constitution canadienne. Cette lutte contre le rapatriement de la Constitution à l'étranger et au Canada ébranla l'unité, mit en doute le caractère représentatif de la NIB et fit prendre conscience à ses dirigeants de la nécessité d'effectuer des changements structurels. C'est ainsi que la *NIB* devint *The Assembly of First Nations/L'Assemblée des Premières Nations* en 1982. Cette Assemblée devint ainsi une organisation représentant les chefs de file des gouvernements des Premières Nations et acquérait de ce fait une meilleure représentativité de son membership et une imputabilité plus complète auprès des organisations autochtones elles-mêmes.

Les chefs des quatre Associations d'Autochtones du Canada ont participé aux quatre Conférences constitutionnelles des Premiers ministres (Fédéral et Provinces) tenues de 1983 à 1987. Cela a représenté une grande réussite pour elles ayant été exclues de tout débat formel sur les questions constitutionnelles relatives aux droits aborigènes et aux droits issus des Traités. Jusqu'à cette période, les Autochtones jouissaient d'un faible niveau de vie, se trouvaient isolés les uns des autres en vertu de leur dispersion géographique et s'étaient rendu compte de la diversité de leurs cultures et de leurs conceptions politiques. Les développements technologiques reliés au transport et aux moyens de communication ont permis d'échanges fréquents entre eux en plus de faire connaître aux Canadiens et au monde entier leurs conditions de Peuples défavorisés (préjugés tenaces à leur endroit et le peu de reconnaissance de leurs droits fondamentaux.). De plus, ils avaient une connaissance peu précise du type de gouvernance pratiqué par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Il aura fallu de leur part déployer des efforts soutenus pour acquérir le type d'expertise nécessaire pour diriger et mener à bonne fin les négociations avec ces derniers dans le but d'assurer la reconnaissance de leurs droits dans la Constitution.

[10]

La conférence de 1983 mit en évidence l'absence de solidarité chez les Peuples autochtones en ce qui avait trait aux revendications territoriales, aux droits liés aux richesses naturelles, aux droits à l'autodétermination, aux droits à l'éducation et ainsi du reste. Certaines Provinces nièrent l'existence des droits inhérents et étaient consentantes à prendre en compte les droits contingents des Autochtones. Cette position provinciale était à l'évidence inacceptable à l'*APN* et la Conférence se termina sans qu'il y ait d'entente sur les droits aborigènes. Cependant, cette conférence réussit à faire accepter que les droits territoriaux reçoivent la même protection dans la Constitution accordée aux droits issus des Traités. De plus les Premiers ministres acceptèrent de tenir trois autres rencontres pour discuter de questions constitutionnelles pertinentes aux Autochtones.

Les conférences de 1984 et de 1985 mirent à l'ordre du jour une seule question, l'autodétermination. Les discussions aboutirent à une impasse entre trois provinces (Saskatchewan, Colombie-Britannique et Terre‑Neuve) et les groupes autochtones ne réussirent pas à obtenir une position consensuelle sur le sujet. À la dernière Conférence (1987) le Fédéral et les gouvernements provinciaux refusèrent de reconnaître, qu'à la suite de leur histoire, les Autochtones possédaient déjà un droit inhérent à l'autodétermination. Cette absence de reconnaissance, toutefois, ne signifiait pas que l'*APN* et son nouveau chef George Erasmus avaient failli à la tâche sur toute la ligne. Le Chef et l'Assemblée qu'il dirigeait ont mis en évidence les principaux problèmes qui affectaient les Autochtones et ont suscité l'appui à leur cause de personnalités éminentes au Canada et ailleurs dans le monde. De plus, ils ont créé l'unanimité des trois autres Groupes autochtones sur la nécessité d'enchâsser dans la Constitution, même sans une définition claire, les droits aborigènes et issus des Traités. En même temps, ils ont manifesté aux gouvernements et aux Canadiens leur ferme intention de continuer leurs efforts dans le but d'obtenir l'assurance que l'ensemble de leurs revendications seront prises en compte.

L'*APN* a été active dans plusieurs autres dossiers qui touchaient aux intérêts et droits autochtones, tels que L'Entente du Lac Meech en 1987, l'Entente de Charlottetown de 1992 et l'Entente de Libre échange avec les États-Unis. De plus, elle s'est assurée de l'appui de puissants lobbies nationaux et internationaux pour mettre le public au courant des préoccupations des Autochtones quant à leur culture, à leur histoire et éducation, aux pluies acides, à la pollution de l'air et de l'eau et aux espèces menacées. Le principal souci de l'Assemblée des Premières Nations est de lutter en vue promouvoir des gestes concrets de justice pour les Autochtones pas seulement par rapport à leurs droits sur les richesses naturelles et la gouvernance, mais aussi dans les champs des droits humains, de la dignité humaine et de la survivance. L'APN est une organisation qui est jeune et qui est consciente des nombreux enjeux qui la confrontent dans les années à venir. Mais étant donné ses succès passés et les appuis qu'elle reçoit dans ses engagements pour faire respecter les droits autochtones, son avenir est prometteur car ses succès et ses appuis sont garants de nouvelles réalisations fondamentales comme celle d'obtenir l'autodétermination.

[11]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

3e pédiode

Les années 70 et 80

[Retour à la table des matières](#tdm)

Troisième période. Les années 70 et 80 : *Le recours aux tribunaux par les Autochtones dans le but de faire respecter leurs droits et les jugements conséquents qui leur reconnaissent des droits réels*.

À l'intérieur du processus de leurs revendications globales, les peuples autochtones, au cours des années 70 et 80, ont fait appel aux tribunaux pour faire respecter leurs droits et en même temps, ont entrepris une démarche de sensibilisation de l'opinion publique internationale concernant leurs revendications et la réponse donnée par les gouvernements à leurs demandes. Ils ont ainsi exercé une pression importante sur les gouvernements et sur l'ensemble de la population canadienne, ce qui a certainement accéléré le traitement des différentes causes soumises à l'attention des services de la justice et des appareils judiciaires gouvernementaux. Ce recours systématique à ces systèmes s'est effectué dans un contexte où les aléas de la politique fédérale et de celle des provinces et des Territoires sont venus très souvent perturber les processus enclenchés. Ce furent, par exemple, le cas de la crise d'Oka en 1990 ou celui du Referendum sur la souveraineté du Québec en 1995.

Dans la section qui suit, nous allons examiner quelques‑unes des démarches entreprises : leur nature et les enjeux posés, les processus en cause, les acteurs en présence, les résultats obtenus ainsi que leur portée.

Selon l'Alliance des Autochtones du Québec (AAQ), les jugements qui ont exercé une portée décisive sur la reconnaissance et la protection des droits des Autochtones au Canada sont les suivants : Guérin (1984), Simon (1985), Sparrow (1990), Sioui (1990), Trilogie Van der Peet (1995), Côté & Adams, Pamajewon, Delgamuukw, Corbière et Lovelace. (http:/www.allianceautochtone.com/jugements.html). Pour les fins du présent exposé nous avons choisi d'examiner les jugements Sparrow, Sioui, Van der Peet et Delgamuukw.

Le jugement Sparrow (1990)

Avec ce jugement les législations qui affectent l'exercice des droits autochtones seront quand même valides, si elles justifient une interférence avec un droit reconnu et confirmé tel que décrété par la s.35(l). La justification pour les infractions doit avoir un objectif législatif valide de nature imposante et substantielle, et exigera usuellement une consultation avec les personnes visées, et une compensation pour cette infraction. Ici, l'on reconnaît la prépondérance des lois qui s'appliquent à l'ensemble du territoire canadien. Les lois, cependant, seront appliquées pour les infractions avec un objectif législatif valide de nature imposante et substantielle ; il sera exigé qu'une consultation soit conduite auprès des personnes visées et pour lesquelles il pourra y avoir compensation.

(Source : http://www.lexum.umontreal.ca/cscscc/fr/pub/1990/voll/html/l990rcsl\_1075.html)

[12]

Le jugement Sioui (1990)

Ce jugement reconnaît les droits des Autochtones sur les ressources fauniques. La Cour Suprême du Canada émet un jugement en faveur des frères Sioui en reconnaissant les droits des Hurons de pratiquer leurs coutumes et leurs rites religieux sur leurs terres ancestrales et ce, en fonction d'un Traité conclu en 1760 entre la Couronne et la Nation huronne. De plus, l'interprétation des Traités doit être flexible, réaliste et doit refléter l'intention des deux partis. Une preuve extrinsèque ne peut être utilisée pour changer les termes du traité. (Source : http://www.lexum.umontreal.ca/cscscc/fr/pub/1990/vol1/htm;/1990rcs\_1025.html).

Le Jugement Trilogie Van Der Peet (1995)

(Source :

http://www.lexum.umontreal.ca/cscscc/fr/pub1996/vol2/1996rcs2\_0507.html)

Ce jugement de la Cour Suprême du Canada donne la définition d'un droit ancestral protégé par la Constitution canadienne. Il s'agit d'une activité qui est un élément d'une coutume, d'une pratique ou d'une tradition et qui, avant la contact avec les Européens, faisait partie intégrante de la culture distinctive du Peuple autochtone concerné.

La prépondérance aux droits ancestraux existants pour la pratique d'activités traditionnelles, culturelles et de subsistance.

Le jugement Van der Peet a démontré que les droits ancestraux existants devaient avoir la prépondérance sur les lois devant régir les pêcheries lorsqu'il s'agissait d'une activité culturelle, traditionnelle et de subsistance. Ainsi, dans cette cause, la question posée était la suivante : Est-ce que les droits ancestraux existants permettent de vendre du poisson à des fins non commerciales - Poisson pris en vertu d'un permis de pêche de subsistance des indiens ? Est-ce que cette activité va, dans les circonstances, dans le sens de l'exercice d'un droit ancestral ?

Un contexte favorable aux Peuples autochtones

Le jugement a été élaboré dans un contexte où l'État a, envers les Peuples autochtones, une obligation de fiduciaire qui a pour conséquence que les dispositions concernant les Peuples autochtones doivent recevoir une interprétation généreuse et libérale. « Le juge en chef La Forest, Sopinka, Gonthier, Cory, Iacobucci et Major : L'analyse du par. 35(l) en fonction de son objet doit être faite à la lumière des principes généraux applicables aux rapports juridiques entre l'État et les Peuples autochtones. *L'État a, envers les peuples autochtones, une obligation de fiduciaire qui a pour conséquence que les dispositions concernant les peuples autochtones doivent recevoir* [13] *une interprétation généreuse et libérale*. Les doutes ou ambiguïtés concernant la portée et la définition des droits visés par le par. 35(l) doivent être résolus en faveur des peuples autochtones. Il ne faut pas limiter l'analyse de l'objet de cette disposition aux raisons pour lesquelles une doctrine juridique préexistante s'est vue conférer un statut constitutionnel ».

Les droits ancestraux existaient déjà et ils étaient reconnus par la common law : « Le paragraphe 35(l) n'a pas créé les droits ancestraux, mais à la suite de l'adoption du par. 35(l), ils ne peuvent pas être éteints. Ils peuvent, toutefois, être réglementés ou violés en conformité avec le critère de justification énoncé dans R.c. Sparrow ».

Qu'est-ce qu'un droit ancestral ?

Le jugement apporte une définition d'un droit ancestral qui

« *doit être un élément d'une coutume. pratique ou tradition faisant partie intégrante de la culture distinctive du groupe autochtone qui revendique le droit en question*. Un certain nombre de facteurs doivent être pris en considération dans l'application du critère de la « partie intégrante d'une culture distinctive ». Le tribunal doit tenir compte du point de vue des autochtones, mais il faut que ce point de vue soit exprimé d'une manière compatible avec l'organisation juridique et constitutionnelle du Canada... Constituent des droits ancestraux les coutumes, pratiques et traditions qui marquent la continuité avec les coutumes, pratiques et traditions qui existaient avant le contact avec les Européens. Il n'est pas nécessaire de produire, relativement aux coutumes, pratiques et traditions de la collectivité, une preuve concluante, datant de l'époque antérieure au contact avec les Européens. Il suffit que cette preuve tende à démontrer lesquels des aspects de la collectivité et de la société autochtones datent d'avant le contact avec les Européens. Le concept de continuité est le moyen qui permet d'éviter une interprétation du par. 35(l) fondée sur la notion de « droits figés ». Il n'exige pas la preuve d'une continuité parfaite entre les coutumes, pratiques et traditions actuelles et celles qui existaient avant le contact avec les Européens. Une pratique qui existait avant le contact avec les Européens peut être reprise après une interruption ».

L'examen des coutumes, pratiques et traditions du groupe autochtone qui revendique ce droit.

« Le tribunal saisi d'une revendication fondée sur l'existence d'un droit ancestral doit s'attacher spécifiquement à l'examen des coutumes, pratiques et traditions du groupe autochtone qui revendique ce droit., *Les revendications de droits ancestraux ne peuvent pas être tranchées de manière générale*».

Il doit s'agir d'une coutume, d'une pratique ou d'une tradition d'une importance particulière pour la collectivité autochtone qui revendique le droit :

[14]

« Le tribunal appelé à identifier les coutumes, pratiques et traditions qui constituent les droits ancestraux reconnus et confirmés par le par. 35(l) doit s'assurer que *la coutume, pratique ou tradition invoquée dans un cas donné revêt une importance particulière pour la collectivité autochtone qui revendique le droit*. Il ne doit pas s'agir d'une coutume, pratique ou tradition simplement accessoire d'une autre coutume, pratique ou tradition. Les coutumes, pratiques ou traditions accessoires ne peuvent être considérées comme des droits ancestraux du fait qu'elles se greffent sur des coutumes, pratiques et traditions faisant partie intégrante d'une culture ».

Les droits ancestraux peuvent se rattacher aux terres  
des réserves, aux terres visées par un titre aborigène  
et aux terres visées par un droit ancestral

*Les terres visées par un droit ancestral sont les terres auxquelles ne peuvent se rattacher que des droits ancestraux spécifiques tels que le droit de chasser à des fins alimentaires, sociales et rituelles*. Les droits ancestraux peuvent se rattacher aux terres des réserves, aux terres visées par un titre aborigène et aux terres visées par un droit ancestral. Les terres des réserves sont réservées par le gouvernement fédéral pour l'usage exclusif des Indiens. Les terres visées par une titre aborigène, fondé sur la common law, sont les terres que possèdent les autochtones et qu'ils peuvent occuper et utiliser à leur gré, sous réserve du fait que c'est Sa Majesté qui, en dernier ressort, en détient le titre. *Le titre aborigène existe lorsque l'ensemble des droits ancestraux est suffisamment important pour commander la reconnaissance d'un droit foncier sui generis d'occupation et d'utilisation des terres visées.* Un titre aborigène peut également être fondé sur un traité. Enfin, les terres visées par un droit ancestral sont les terres auxquelles ne peuvent se rattacher que des droits ancestraux spécifiques (p. ex., le droit de chasser à des fins alimentaires, sociales et rituelles), parce que l'occupation et l'utilisation des terres par le groupe autochtone consacré sont trop limitées et, en conséquence, ne respectent pas le critère applicable en vue de la reconnaissance, en common law, d'un titre aborigène. Le classement d'une terre dans un type donné n'est pas immuable. De plus, un terre peut appartenir à plus d'un titre.

La loi constitutionnelle de 1982 protège les intérêts des autochtones qui découlent de l'occupation et de l'utilisation historique par ceux de leurs terres ancestrales, en reconnaissant et confirmant « les droits existants » - ancestraux ou issus de traités - des peuples autochtones du Canada.

« Avant 1982, la doctrine des droits ancestraux n'était fondée que sur la Common law, et les droits ancestraux pouvaient en conséquence être éteints par traité, par conquête et par voie législative puisqu'ils « dépendaient de la bonne volonté du Souverain ». Désormais, le par. 35 (1) de la loi constitutionnelle de 1982 protège les intérêts des autochtones qui découlent de l'occupation et de l'utilisation historique par ceux‑ci de leurs terres ancestrales, en reconnaissant et en confirmant « les droits existants - ancestraux ou issus de traités - des peuples autochtones du Canada ».

[15]

Une activité de subsistance   
et non une activité commerciale

La défense de Mme Van der Peet repose sur l'argument qu'elle a vendu le poisson à des fins de subsistance. Il ne s'agissait pas d'une activité lucrative d'une grosse entreprise commerciale. Les autochtones peuvent vendre le poisson qu'ils ont pêché s'ils peuvent démontrer qu'ils ont traditionnellement utilisé la pêcherie pour pourvoir à des besoins qui sont satisfaits par le commerce.

En contexte, j'aborde maintenant la question qui est au coeur du présent pourvoi. Les autochtones possèdent-ils, en vertu du par. 35 (1) de la loi constitutionnelle de 1982, un droit constitutionnel de pêcher à des fins commerciales ? La réponse est oui, dans la mesure où les autochtones concernés peuvent démontrer qu'ils ont traditionnellement utilisé la pêcherie pour pourvoir à des besoins qui sont satisfaits par le commerce"

Le jugement Delgamuukw

Ce jugement porte sur l'acceptation en principe mais non analysée de demandes revendiquées par une bande non gérée par la Loi sur les Indiens, représentants des habitations et/ou des Nations.

Le Parlement a l'autorité absolue, tel que décrété par la s. 91(24) de régulariser, ainsi que ce recevoir les cessions des droits et Titres Autochtones. Toute question touchant à la s. 35(l) de plus fait partie de la s.91(24).

Le « cœur de l'Indienneté » englobe toute la s. 35(l). La Loi Autochtone, tel qu'exprimée par l'entremise de tradition orale, sera utilisée comme outil pour déterminer l'exercice des droits et des titres.

Il s'agit de la première reconnaissance de la Cour Suprême des intérêts non gérés par des Bandes : groupes traditionnels, habitations, etc. Des limites de pouvoirs sont définis en ce qui concerne les règlements et l'utilisation des terres. Le jugement porte aussi sur l'implication des lois provinciales affectant la s. 35. Des facteurs-clé sont considérés pour les non-statués/Métis.

Conclusion

Ces quatre jugements reconnaissent ou confirment la reconnaissance des éléments suivants :

[16]

1 . Les législations promulguées et appliquées par les gouvernements qui affectent l'exercice des droits autochtones seront quand même valides, si elles justifient une interférence avec un droit reconnu et confirmé tel que décrété par la s. 35 ;

2. Le Canada reconnaît les droits des Autochtones sur les ressources fauniques ou leurs droits de pratiquer leurs coutumes et leurs rites religieux sur leurs terres ancestrales et ce, en fonction d'un traité conclu en 1760 entre la Couronne et la nation huronne (Jugement Sioui)

Le lien fiduciaire est basé sur le concept de titre Autochtone et de l'inaliénabilité des intérêts des Indiens à l'exception de la Couronne. La raison de l'inaliénabilité est de faciliter la représentation de la Couronne pour les intérêts des Indiens dans leurs négociations avec un troisième parti (i.e. afin de prévenir l'exploitation des Indiens).

Ce bref aperçu des résultats obtenus par ces quatre jugements illustre comment l'approche judiciaire a permis de définir et de préciser la nature des droits ancestraux existants et du titre aborigène, de contribuer à la reconnaissance de ces droits et de montrer qu'ils devaient être fondés sur la culture, les coutumes et les traditions des peuples autochtones. Ils ont permis aussi de constater que la Cour Suprême du Canada a manifesté dans le traitement des causes qui lui ont été soumises, un préjugé favorable envers les peuples autochtones tout en protégeant les intérêts de la Couronne ou, en d'autres mots, tout en s'assurant d'établir des relations harmonieuses entre la majorité et les peuples autochtones, le tout étant en conformité avec l'esprit des recommandations du Rapport de la Commission Royale sur les peuples autochtones.

Ces jugements illustrent également la persévérance des peuples autochtones pour faire valoir leurs droits puisque la plupart des jugements des Cours provinciales se rapportant à l'existence, à la reconnaissance et à l'exercice réel des droits ancestraux ont été portés en appel jusqu'à la Cour Suprême. Ainsi les jugements du plus haut tribunal du pays ont permis de lever les incertitudes et de trancher une fois pour toutes en donnant aux peuples autochtones une plus grande sécurité dans l'exercice de leurs activités sur leurs terres et sur l'ensemble des territoires traditionnels.

[16]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

4e pédiode

Les années 50 à 90

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Quatrième période*. Les années 50 à 90 : *les actions importantes des cours et des gouvernements en leur faveur ainsi que des événements significatifs deviennent des facteurs structurants de leur juste cause et de sa réussite éventuelle*.

Cette sous-période possède un caractère différent des autres dans la mesure où elle vise à identifier des événements significatifs, des situations à caractère exceptionnel ou encore des actions importantes des gouvernements rt des instances juridiques. Nous avons qualifiés ces facteurs de « facteurs structurants », même s'ils sont dissociés, en apparence en tout cas, d'une politique d'ensemble comme c'est le cas pour les orientations générales des gouvernements qui seront traitées dans une période spéciale plus tard. Nous les nommons structurants parce qu'ils ont provoqué [17] des effets d'entraînement d'une double manière. Ils ont permis la consolidation de droits antérieurement acquis ou encore ils ont confirmé auprès des Autochtones que leurs initiatives défendent une juste cause dont l'atteinte s'annonce comme étant de plus en plus réalisable. Comme ces actions, auxquelles nous référons, se situent à l'intérieur d'une période de quarante années, on ne se surprendra pas qu'elles fassent aussi partie d'une autre sous-période et qu'elles puissent avoir été identifiées pour appuyer la constellation de facteurs qui définissent une telle sous-période. Le livre Blanc de 1969 du gouvernement fédéral peut être utilisé comme un type idéal. C'est une position statutaire du fiduciaire des Indiens qui les a tellement contrariés à l'échelle du pays que les réactions ont fusé de toutes parts, mais en particulier de la part des Chefs de l'Alberta qui ont Produit le Livre rouge. Celui-ci, en s'appropriant des résultats de la Commission Hawthorn‑Tremblay et en argumentant que le contenu du Livre Blanc niait les droits reconnus dans les Traités, a fait reculer le gouvernement. Le jugement Malouf - un jugement de la cour supérieure du Québec - reconnaît que les Inuit et les Cris ont des droits et que ceux‑ci, dans l'état actuel des choses, risquent de ne pas être respectés. Aussi, il ordonne la suspension des travaux sur les chantiers hydroélectriques. Cette suspension a en quelque sorte pavé la voie aux négociations qui ont été enclenchées par la suite et ont permis en 1975 la signature de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et, par la suite en 1978, la signature d'une Convention du Nord est québécois pour les Naskapis.

La crise d'Oka, le rejet de l'Accord du Lac Meech ainsi que celui de Charlottetown sont d'autres situations à l'occasion desquelles les Autochtones ont proclamé haut et fort la nécessité de respecter leurs droits fondamentaux inaliénables. Ce faisant, ils ont affiché publiquement, tant auprès du public canadien qu'auprès des gouvernements, que leurs luttes n'étaient pas simples caprices de leur part mais une volonté ferme de poursuivre inlassablement leurs idéaux collectifs. Les prises de position des gouvernements à l'occasion de ces crises visaient davantage à éteindre des feux qu' à constituer des solutions à long terme. Par contre, les négociations qui ont été entreprises à ces occasions ont préfiguré celles autrement plus importantes et fructueuses associées aux revendications territoriales globales ou encore au développement économique. L'Entente des Braves signée entre le Québec et les Cris ou encore celle du même genre entre le Québec et les Inuit sont basées sur des notions de longue période reflétant le désir des partenaires de soutenir leurs efforts communs et de partager les richesses inhérentes aux activités de développement sur les territoires sur lesquels ils détiennent des droits. La récente Approche commune avec les Innus de la Côte Nord du Fleuve Saint-Laurent représente un autre exemple d'une vision à long terme de la part des gouvernements (Fédéral et le Québec) et est susceptible de provoquer des changements spectaculaires dans les relations entre les gouvernements et les Autochtones, même si, pour le moment, cette Approche Commune suscite des réactions négatives auprès de groupes non-Autochtones de la région concernée qui se croient dépossédés du Territoire sur lequel ils vivent.

[18]

C'est durant cette grande période que la concertation entre les Nations autochtones à la grandeur du pays, respectueuse des différences culturelles régionales, a produit, au travers des difficultés rencontrées et des succès partiels ou de grande importance, un renouvellement de l'identité culturelle que l'on peut qualifier de ressourcement axé sur les patrons traditionnels afin d'éviter la perte irréparable d'éléments essentiels à leur survivance. Cette revitalisation de l'identité amérindienne, pour ainsi dire, est la conséquence de plusieurs conditions socio-politiques. L'une d'entre elles est l'action ponctuelle des différentes organisations nationales qui se sont succédées mais qui ont toujours gardé le cap sur la défense des droits et la promotion des intérêts véritables de leur commettants. Le principal déclencheur, à notre avis, fut la publication du Livre Rouge (1970) des Chefs de l'Alberta. Celui‑ci représentait la contrepartie et la réponse au Livre Blanc du gouvernement fédéral de l'époque (1969). D'une part on désirait éliminer les réserves et faire disparaître ce que plusieurs considéraient comme des privilèges accordés à un groupe particulier de la population. Pour ce faire on proposait de faire disparaître le statut d'indien. Cette idée allait tout à fait à l'encontre de celle du Rapport de la Commission Hawthorn‑Tremblay qui, au contraire, affirmait dans l'une de ses recommandations que l'on devait reconnaître les Indiens comme des citoyens de grande importance (Citizen Plus disait le Rapport) étant donné qu'ils étaient le premier des Peuples fondateurs du Canada et qu'ils avaient, par leur immense capacité d'adaptation, humanisé le territoire canadien avant l'arrivée des Européens.

Un second facteur de réorientation et de renforcement de l'identité culturelle amérindienne, basée sur l'importance des conditions d'origine, a trait à la détermination des Chefs de file des Premières Nations de se débarrasser une fois pour toute du système de la tutelle dans lequel ils sont enfermés depuis la Conquête. L'objectif poursuivi est de prendre en charge les orientations, la direction et la gérance de leurs institutions selon les schémas qu'ils estiment les plus profitables pour eux. Ils considèrent le système de la tutelle comme un poids oppresseur qui leur a causé beaucoup de torts dans le passé mais n'a pas réussi à faire disparaître l'ensemble de leurs coutumes et à les assimiler. Ils reconnaissent, toutefois, que les valeurs eurocanadiennes ont ébranlé leurs propres système de valeur et ont trop souvent servi de normes à leurs conduites dans le passé.

Un troisième élément repose sur de nouveaux principes positifs d'identification. Nous nous permettons d'en présenter le profil : (a) une image collective de soi revalorisée ; (b) un genre de vie qui vise à s'arrimer le plus possible sur les pratiques traditionnelles tout en ne s'empêchant pas de profiter des acquis monétaires du monde du travail ; (c) une définition de plus en précise de ce que les Peuples autochtones veulent devenir lorsque les gouvernements en place auront respecté leurs droits ancestraux, lesquels sont des éléments essentiels de l'autodétermination ; (d) un quatrième élément donne du contenu au précédent en définissant les principales composantes de ce projet de re-définition collective d'eux-mêmes.

[19]

Cette redéfinition d'eux‑mêmes à laquelle nous référons comprend une constellation de facteurs interdépendants dont il est utile de préciser les composantes pour mieux saisir la valeur et la portée de ce redressement identitaire. Je les énumérerai sans effectuer d'analyse qualitative de chacun de ces éléments constitutifs : (a) la réinterprétation de l'histoire des Peuples autochtones à partir du savoir traditionnel et des expériences vécues au cours des années ; (b) la mise à l'écoute du savoir des aînés en vue d'assimiler des connaissances et des savoirs-faire qui sont en voie de disparition en plus de profiter de leur sagesse relative au processus collectif de guérison des familles et des individus blessés par les abus subis dans le passé ; (c) l'apprentissage des langues autochtones afin d'éviter leur disparition ; (d) une revalorisation des métiers traditionnels de chasse et de pêche ainsi que des techniques de survie ; (e) une renforcement du sentiment d'appartenance et de la fierté des origines ; (f) la réappropriation du patrimoine autochtone en mains étrangères de même que la protection du patrimoine contemporain ; (g) la reconquête des territoires perdus au main des gouvernement, des corporations industrielles et des institutions sociales canadiens.

Cette réaffirmation de l'identité culturelle des Autochtones, aux niveaux collectif et individuel, constitue un plan de développement social intradirigé, respectueux de leurs traditions propres. C'est en quelque sorte un prérequis essentiel à la redéfinition d'eux‑mêmes, mais insuffisant pour qu'il prenne forme et devienne une réussite. Il nous apparaît qu'en plus du projet de cette culture identitaire, les Autochtones doivent satisfaire à trois conditions *sine qua non.* Il s'agit du succès complet des revendications territoriales et ancestrales, d'un type de leadership maîtrisant l'usage des outils de la société industrielle et la transformation des représentations sociales autochtones, c'est-à-dire qu'ils devront se dépouiller de l'image trop souvent négative qui est projetée sur eux à la manière d'un miroir.

[20]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

5e pédiode

Les années 90

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Cinquième période*. Les années 90 : *La prise de conscience par les citoyens-ennes du Canada des conditions difficiles de vie des Autochtones au moment du dépôt du Rapport Erasmus-Dussault et l'urgence d'inventer les solutions appropriées aux malaises politiques, économiques et sociaux des Autochtones*.

Le Rapport Erasmus-Dussault est incontestablement le Rapport le plus exhaustif produit à ce jour sur les Autochtones Canadiens. Il a nécessité la mise en marche de très nombreuses consultations auprès des groupes les plus variés, des études historiques et contemporaines par des universitaires mais aussi par des Autochtones bien au fait de ces questions pour nous aider à comprendre les modes de vie traditionnels mais aussi les difficiles expériences de vie des Autochtones vivant pour la plupart dans des milieux excentriques aux ressources limitées. Des circonstances historiques - que nous ne pouvons pas changer - ont fait que les Autochtones sont rapidement devenus minoritaires et placés dans une situation de subordination par la biais du système de la tutelle, lequel s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui et a laissé [20] derrière lui toutes sortes de séquelles néfastes. La Commission a été créée pour le but justement de mieux connaître les conditions d'existence des Autochtones et de proposer des solutions qui seraient à la fois acceptables pour eux et l'ensemble des Canadiens. Le Rapport - surtout sa version restreinte - a connu une large diffusion par le biais des médias électroniques, de rencontres de commissaires dans différentes régions du Canada et de colloques et conférences à l'occasion desquels les participants ont examiné son contenu d'un œil critique.

Cette Commission royale propose une solution à long terme aux Autochtones en ce qui a trait à leur statut en tant que Nations distinctes dans le contexte canadien, à la mise en application de l'entier respect de leurs droits et à la mise en place de conditions politiques, économiques et sociales qui assureront leur plein épanouissement collectif, selon des voies à définir par chacune des différentes nations elles‑mêmes. Il ne s'agit pas ici d'une vision spontanée ou intuitive. Au contraire, nous avons affaire à une réingénierie politique, longuement mûrie par les intéressés eux-mêmes, qui nécessitera de la part de la société canadienne une réorganisation sociale en profondeur. Le Canada, plus que jamais auparavant dans son histoire, est à la croisée des chemins en ce qui se rapporte à l'avenir des Peuples autochtones. Le statu quo est inacceptable, ses stratégies et ses pratiques s'étant avérées dysfonctionnelles et socialement dévastatrices.

La lecture que la Commission effectue de la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les Autochtones (faible espérance de vie, bas niveaux de vie, taux de morbidité élevé et pauvres conditions sanitaires, bas niveau de scolarisation, prévalence grave de problèmes sociaux, conditions environnementales qui se dégradent, entre autres) exige des réponses claires et engagent les responsabilités de tous ceux qui détiennent des postes d'autorité dans les diverses instances gouvernementales canadiennes. La société canadienne ne peut pas rejeter globalement ces recommandations ni les écarter du revers de la main, sous prétexte qu'elles sont dérangeantes, qu'elles nécessitent des investissements qui vont bien au-delà des ressources financières disponibles et qu'elles nous entraînent sur des avenues dont nous ne connaissons pas les tracés exacts, surtout en ce qui se rapporte à ce qui ressemble à un troisième ordre de gouvernement.

Rappelons brièvement les principes de base qu'énonce la Commission pour susciter le nouveau rapprochement souhaité entre Autochtones et non Autochtones. Il s'agit du principe de la reconnaissance mutuelle que les Autochtones détiennent le statut de premier occupant de ce pays, de gardien des terres autochtones comme des droits et responsabilités qui en découlent. Cela implique l'absence de la domination d'un groupe sur l'autre et du respect « du statut et des droits particuliers des Premières Nations ainsi que de la culture et du précieux patrimoine dont est dépositaire tout Autochtone ». Un aspect additionnel est relatif au partage équitable des avantages reçus et accordés selon des critères de justice sociale. Un dernier élément se réfère à la responsabilité qui est à la base d'une relation respectueuse des nouvelles règles de [21] conduite définissant les droits et les obligations des partenaires les uns envers les autres.

Ce sont des principes dont la mise en œuvre peut s'avérer semée d'embûches si, au préalable, on ne prend pas soin de lever certaines ambiguïtés auxquelles ils peuvent se prêter. La Commission en est consciente. Elle propose que la négociation doit demeurer la seule voie acceptable pour en arriver aux compromis nécessaires. Les deux notions centrales qui doivent orienter les négociations futures entre Autochtones et non-Autochtones sont celle d'éthique sociale et d'inter culturalisme. La première est bien documentée car il s'agit d'améliorer de façon substantielle les conditions de vie des Autochtones. Celle d'inter culturalisme, cependant, ne l'est pas aussi bien. Quoi qu'il en soit, c'est à l'occasion des travaux de la Commission que les Canadiens ont pris conscience de la situation difficile dans laquelle les Autochtones vivent et que ce sont par des efforts conjugués et novateurs tels que le partage du territoire, le partage des richesses qui existent sur les territoires conventionnés, l'aide financière en vue du développement économique, l'augmentation de la qualité des services auxquels ils ont droit comme tout autre canadien et une plus grande autonomie dans la gérance de leurs affaires que les conditions de vie pourront être améliorées d'une façon substantielle. La population, en général, a saisi que cet effort est urgent et elle se montre prête à appuyer les initiatives que ses dirigeants prendront dans le meilleur intérêt des uns et des autres. Cet appui de la population signifie que les recommandations ne pourront pas demeurer lettres mortes. Le Rapport Erasmus-Dussault ne pourra pas subir le sort de celui de la Commission Hawthorn-Tremblay. Le gouvernement central ainsi que certains gouvernements provinciaux utilisent les orientations de cette Commission dans leurs initiatives envers les Autochtones selon des échéances mutuellement acceptables.

[21]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

6e pédiode

Les années 1990

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Sixième période*. Les années 1990 : *La définition des politiques autochtones ou des orientations par les gouvernements*.

Suite au dépôt du Rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones en 1996, le gouvernement canadien et les gouvernements des Provinces ont entrepris une révision en profondeur de leurs politiques concernant la question autochtone. Ils ont ainsi réaffirmé leur volonté de répondre aux besoins fondamentaux des Autochtones et ont conçu une stratégie et des plans d'action propres a harmoniser leurs relations avec eux. Le Canada rendait publique sa politique en 1997 et les Provinces l'ont imité par la suite.

Cette section examine le plan d'action du Canada, ses objectifs fondamentaux et les projets à réaliser en vue d'y répondre adéquatement. Nous donnerons un aperçu des objectifs proposés et nous évoquerons ensuite les mesures majeures concrètes envisagées.

[22]

La Plan d'action du Canada pour les questions autochtones a été lancé en 1997. Ce plan a été conçu et élaboré dans le but de renouveler la relation entre le Canada et les peuples autochtones du pays. Ce plan est fondé sur les principes de respect et de reconnaissance mutuels, de responsabilité et de partage qui ont été définis dans le Rapport de la Commission Erasmus-Dussault. Il s'agit d'un plan qui témoigne d'une réorientation des politiques canadiennes à l'intention des peuples autochtones : « Rassembler nos forces » se penche à la fois sur le passé et sur l'avenir. Il débute par la Déclaration de réconciliation, qui reconnaît les erreurs et les injustices du passé, pour aller ensuite à la Déclaration sur le renouveau, lequel exprime la vision d'un avenir commun pour les Autochtones et les non‑Autochtones et explique les quatre grands objectifs des mesures à prendre dès maintenant :

a. Renouveler les partenariats traite des changements significatifs et durables qu'il faut apporter à nos relations avec les Autochtones ;

b. Renforcer l'exercice des pouvoirs par les Autochtones vise à les soutenir dans leurs efforts pour créer des gouvernements efficaces et responsables ; à confirmer les relations fondées sur les traités ; et à négocier des solutions équitables aux revendications territoriales

c. Établir une nouvelle relation financière signifie la conclusion d'ententes financières avec les gouvernements et les organisations autochtones qui soient stables, prévisibles et responsables et qui favorisent l'autosuffisance ;

d. Renforcer les collectivités et les économies, et appuyer les gens a pour but d'améliorer la santé et la sécurité publique ; de faciliter l'investissement dans les ressources humaines ; et de renforcer le développement économique autochtone ».

Le Plan d'action constitue un cadre dans lequel s'inscrivent de nouveaux partenariats avec les Premières Nations, les Inuit, les Métis et les Indiens non inscrits. Il s'agit d'une première étape qui doit mener vers de meilleures relations de travail entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones. Le plan cherche à élaborer avec eux des programmes qui répondent à leurs besoins. Les partenariats envisagés devraient inclure les Autochtones et leurs organisations, le gouvernement du Canada, les autres niveaux de gouvernement, le secteur privé. En fait tous les Canadiens.

Dans la Déclaration de réconciliation, le Canada souhaite éliminer les influences négatives que certaines décisions historiques continuent d'avoir sur la société canadienne : « mais plutôt d'apprendre de nos expériences antérieures et de trouver des façons d'éliminer les influences négatives que certaines décisions historiques continuent d'avoir sur notre société contemporaine. ». On souligne ensuite le fait que les Premières nations, les Inuit et les Métis ont occupé depuis des millénaires le territoire canadien et qu'ils avaient développé des relations étroites avec la terre et [23] organisé leurs sociétés et s'étaient dotés de gouvernements qui puissent leur permettre de vivre en harmonie avec elle et de mettre en valeur les ressources de façon durable : « Ces nations autochtones vibrantes et pleines de diversité avaient, depuis la nuit des temps, adopté des modes de vie ancrés dans des valeurs fondamentales qui concernaient leurs relations avec le Créateur, l'environnement et leurs rapports mutuels, dans le rôle des aînés à titre de mémoire vivante de leurs ancêtres, et dans leurs responsabilités en tant que gardien des terres, des eaux et des ressources de leur mère patrie ».

La Déclaration sur le renouveau s'appuie sur les recommandations du Rapport de la Commission royale. Il s'agit réédifier les nations autochtones, de supporter des gouvernements autochtones efficaces et responsables, d'établir des relations de gouvernement à gouvernement entre le Canada et les nations autochtones et d'adopter des mesures concrètes pour améliorer les conditions de vie des Autochtones. Bref, il convient de bâtir un partenariat fondé sur les principes de respect et de la reconnaissance mutuels, de la responsabilité et du partage : « Les Autochtones et les non‑Autochtones doivent désormais travailler ensemble, dans un cadre harmonieux, pour modeler une nouvelle vision de leur relation et pour faire de cette vision une réalité ... Pour le Canada, la vision du partenariat se traduit par la célébration de nos diversités en même temps que le partage d'objectifs communs. Le partenariat envisagé doit permettre d'établir des relations de travail efficaces avec les collectivités et les organisations autochtones. Plus que tout, il doit faire en sorte que tous les niveaux de gouvernement, le secteur privé et les individus travaillent avec les Autochtones à las découverte de moyens concrets de répondre à leurs besoins. Notre objectif commun devrait être d'aider à renforcer les collectivités et les économies autochtones et de surmonter les obstacles qui ont ralenti le progrès par le passé ».

(http://www.ainc-inac.gc.ca/gs/chg\_f.html).

La recherche de nouvelles solutions signifie de déterminer de façon claire les pouvoirs, l'obligation de rendre des comptes et les responsabilités de chacune des parties. Cela signifie également de reconnaître les coutumes ancestrales, y compris leur rôle dans l'exercice des pouvoirs, célébrer le patrimoine, les cultures et les langues autochtones, aider les institutions autochtones a acquérir la capacité d'assumer de nouvelles responsabilités, et de travailler à l'établissement de mécanismes permettant d'établir des gouvernements et institutions autochtones responsables et durables. L'exercice de renforcement de l'exercice des pouvoirs des Autochtones devra s'appuyer sur les relations fondées sur les traités lorsque nécessaire. En ce sens, il faudra élaborer, en matière d'autonomie gouvernementale, des ententes efficaces, légitimes et responsables, qui possèdent la force requise pour créer des possibilités et pour réaliser l'autosuffisance, et qui peuvent fonctionner de manière coordonnée avec les autres mouvements.

[24]

Le gouvernement canadien favorisera le changement social chez les Autochtones en donnant priorité à la santé et la sécurité publique, en investissant dans la formation et en supportant le développement économique. Les initiatives seront élaborées en partenariat avec les Autochtones, leurs collectivités et leurs gouvernements.

Une approche particulière sera définie afin de renouveler la relation avec les Autochtones du Nord. Des progrès importants ont déjà été réalisés au chapitre des revendications territoriales et des nouvelles formes d'exercice des pouvoirs, notamment avec la création du nouveau territoire du Nunavut.

Le principe du partenariat renouvelé ne pourra fonctionner que dans le contexte d'une réconciliation entre le Canada et les peuples autochtones... : il faut que « les blessures du passé passe à un grand purgatoire ». C'est pourquoi Rassembler nos forces débute par la Déclaration de réconciliation dans laquelle le gouvernement du Canada reconnaît officiellement les injustices dont ont souffert les Autochtones et exprime ses profonds regrets à cet égard » (http://www.ainc-inac.gc.ca/gs/chg\_f.html). La nouvelle relation sera fondée sur les traités qui ont été signés depuis plus de 300ans, des traités signés entre la Couronne britannique et de nombreuses Premières nations. Ces traités constituent des bases fondamentales et ont, pour les Autochtones, un caractère sacré. Ils imposent des obligations mutuelles sérieuses et expriment essentiellement la philosophie des parties quant à leur mode d'existence.

Le partenariat renouvelé reconnaît que les Autochtones doivent participer pleinement à la conception des politiques et à la prestation des programmes qui concernent leur vie et leurs collectivités. C'est ainsi qu'une vision commune permettra de mieux définir les mesures prioritaires à prendre. Les institutions fédérales seront restructurées de manière à offrir des programmes et des services inspirés par la nouvelle relation à mettre de l'avant avec les Autochtones. Ce partenariat renouvelé cherchera« à respecter et à promouvoir les cultures, le patrimoine et les langues autochtones grâce à la mise en place de programmes visant à préserver, à protéger et à enseigner leurs langues et à en assurer la survie au profit des générations futures » (http://www.ainc-inac.gc.ca/gs/chg\_f.html). Ces efforts se traduiront par une campagne nationale qui présentera les Autochtones, leurs cultures et leurs besoins « dans une perspective plus équilibrée, plus réaliste et mieux éclairée » (http://www.ainc-inac.gc.ca/gs/chg\_f.html).

Le Canada accordera une plus grande importance à la promotion des droits et des valeurs autochtones dans la mise en œuvre de sa politique étrangère. Dans le cadre de l'ONU, le Canada s'est engagé à élaborer une Déclaration qui reflète la place unique des peuples autochtones dans le monde entier et dont la portée universelle, qui préconise et défend les droits des Autochtones ; qui lutte contre la discrimination ; et qui oriente de façon précise et convaincante l'établissement de rapports harmonieux entre [25] les peuples autochtones et l'État dans lequel ils vivent. Cette même approche est menée dans le processus d'application de la Convention sur la diversité biologique.

Le Canada accordera une importance considérable dans sa politique étrangère concernant le Nord. Il fera participer les gens du Nord à la définition et à la mise en œuvre des objectifs du Canada à l'égard du monde circumpolaire. La désignation d'Autochtones à titre de membres permanents du Conseil de l'Arctique témoigne de cette volonté de partenariat du Canada avec les habitants du Nord. Rappelons que « le Conseil de l’Arctique est une organisme intergouvernemental qui regroupe huit pays de l'Arctique et qui a pour but de promouvoir la coopération et l'action concertée sur le développement durable et la protection de l'environnement » (http://www.ainc-inac.gc.ca/gschg\_ f.htlm).

[25]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

7e pédiode

Les années 1990-2003

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Septième période*. Les années 1990-2003 : *L'enclenchement par les gouvernements du processus de négociation suivant les principes d'une approche commune pour régler les revendications territoriales et les demandes d'autonomie gouvernementale*.

On l'a constaté par les développements précédents. Les prises de décisions importantes mettant en cause l'existence même des Peuples autochtones ou leur développement économique et social ne peuvent plus être prises de façon unilatérale par leur fiduciaire et les provinces canadiennes. Elles doivent découler, non plus comme ce fut le cas durant une certaine période de la décision des tribunaux, mais d'ententes conclues à la suite de négociations bi-partites quand il s'agit d'un Territoire fédéral comme ce fût le cas pour le Nunavut et tri-partites lorsqu'il s'agit de territoires provinciaux. De plus ce changement majeur de cap de la part des gouvernements n'est pas survenu fortuitement. Car le principe de la négociation, en bonne et due forme, faisait déjà partie d'une culture politique qui s'est amorcée à la suite de jugements tels que celui du juge Malouf dans le cas du développement hydroélectrique de la Baie James ou encore celui du juge Berger dans le cas de la construction d'un gazoduc dans les Territoires-du-Nord-Ouest.

Les jugements Malouf et Berger ont établi clairement le juste fondement des droits autochtones en ce qui avait trait au développement économique sur les territoires sur lesquels ils vivaient. D'autres jugements, comme il est illustrée pour une période précédente, ont établi le même type de jurisprudence pour les droits ancestraux et les droits territoriaux. Les gouvernements eux‑mêmes en sont venus à énoncer leurs politiques officielles de reconnaissance des droits autochtones. Le gouvernement fédéral l'a fait au moment du rapatriement de la Constitution canadienne en 1982 à la suite de quoi il y eût les Conférences constitutionnelles des Premiers ministres de 1983, 1984, 1985 et 1987 avec les Chefs des Nations autochtones.

Le Québec a promulgué cette reconnaissance des droits autochtone par la Résolution de 1985 de l'Assemblée nationale. Celle‑ci reconnaît les droits autochtones [26] des Peuples autochtones établis sur son territoire. Elle reconnaît les droits ancestraux de ces Nations et « les droits inscrits dans les Conventions de la Baie James et du Nord0est québécois » Elle « considère que ces Conventions de même que toute entente future de même nature, ont valeur de traités ». La même résolution « presse le gouvernement de poursuivre les négociations avec les Nations autochtones » dans le but « de conclure avec les nations qui le désirent, ou l'une ou l'autre des communautés qui les constituent, des ententes leur assurant l'exercice : (a) du droit à l'autodétermination ; (b) du droit à leur culture, leur langue, leurs traditions ; (c) du droit de posséder et de contrôler des terres ; [dl du droit de chasser, piéger, récolter et participer à la gestion des ressources fauniques ; (e) et du droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier » C'est cette résolution, à n'en pas douter, qui est à l'origine de l'Entente des Braves avec les Cris du Québec (2001) et de l'Entente de développement économique avec les Inuit du Québec de 2002.

Comme nous l'affirmions plus tôt, le gouvernement a établi de nombreuses tables de négociation à l'échelle du pays, Les plus importantes de celles‑ci, à notre avis, sont celles qui découlent de la Politique sur les revendications territoriales globales qui s'échelonnent sur une période de plus de vingt‑cinq ans, si on tient compte de l'Entente de la Baie James et du Nord Québécois et de celle sur le Nord‑est Québécois qui sont survenues dans les années soixante-dix. D'autres revendications territoriales globales ont été réglées dans les années récentes. Il s'agit de la Convention définitive des Inuvialuit (T.N.-O), des Revendications des Dénés et des Métis (T.N.-O), de l'Entente avec les Gwich'in (T.N.-O), de l’Accord sur les Revendications territoriales du Nunavut (Nunavut), de l'Entente avec les Dénés et Métis du Sahtu (T.N.‑O), de l'Accord définitif Nisga'a (C.-B) et de l'Accord-cadre avec le Conseil des Indiens du Yukon (CIY). D'autres négociations sont en cours avec les Dogrib, les Dénés du Traité 8, les Attikamekw et les Montagnais, la Société Makivik au sujet des Iles extra-Côtières au Nunavut et Côtières et Extra-Côtières au Labrador, les Cris au sujet des Îles extracôtières - Nunavut, les Algonquins de l'Est Ontarien, les Inuit du Labrador et les Innus de Terre‑Neuve et du Labrador, pour ne mentionner que celles-là.

La politique de négociation avec les Autochtones est claire et les gouvernements du Canada sont engagés dans ce type de processus démocratique interactif qui vise à statuer sur les droits autochtones ainsi que sur les modalités de leur exercice dans le cadre canadien. La négociation des modalités d'exercice est le premier processus à être engagé lorsque les Nations autochtones en font la demande et les gouvernements entérinent les ententes ainsi obtenues. Dans le cas de litiges importants entre les gouvernements et les Autochtones sur les modalités d'application, il est évidemment possible de faire appel aux tribunaux pour obtenir une solution légalement fondée.

[27]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

Conclusion générale

[Retour à la table des matières](#tdm)

Bien qu'elle ait bien été engagée et qu'elle soit en progrès constant, la Longue marche des Autochtones canadiens vers le respect complet et entier des droits ancestraux et vers la conquête de l'autodétermination définitive, doit maintenant plus que jamais auparavant mettre le cap sur des objectifs et des enjeux indissociables, ceux‑ci étant reliés tout autant du côté des gouvernements concernés que de celui des Peuples autochtones eux-mêmes.

Le rôle de chef de file que le gouvernement du Canada a assumé depuis quelques décennies, en tant que pays nordique désireux d'agir en vue d'accorder et de soutenir l'exercice des droits des Autochtones sur son territoire, est associé à plusieurs projets novateurs non encore complètement réalisés. La pleine réussite de ses efforts, en ce début de millénaire, dépend d'une conjoncture à triple volet : il s'agit de principes à respecter, d'une mise en œuvre de projets envisagés selon certains impératifs incontournables et de l'appui général d'une population bien informée.

*Le premier volet* se rapporte à l'univers des principes. Le gouvernement canadien devra s'assurer qu'il existe un gestion impeccable des questions de grande importance pour le développement durable et pour l'atteinte de l'équité sociale dans un milieu éloigné la plupart du temps des grands centres. Il s'agit de concilier les exigences du développement économique pour rehausser les niveaux de vie des Autochtones à celles de la protection des ressources dans un environnement fragile à plusieurs égards. En d'autres termes, comment s'assurer que la promotion des industries indigènes et la création d'emplois industriels se fassent en tenant compte des besoins de formation des travailleurs et évitent d'accroître les risques environnementaux liés soit à la sur-exploitation des ressources ou encore à l'établissement de nouvelles sources de pollution ? D'autre part, comment permettre à l'action sociale et communautaire des gouvernements auprès des Autochtones de se comparer en quantité et en qualité à celle disponible aux autres résidants du pays particulièrement en ce qui a trait à la santé, aux services sociaux, à l'éducation, à l'emploi, au logement et au développement économique, dans le respect des valeurs fondamentales des Autochtones et de leur vision du monde ? Ce souci ne devrait pas cependant soustraire les Autochtones aux acquis bénéfiques de la modernité dans la poursuite d'une autonomie financière complète,

*Le second volet* découle de la logique de leur mise en œuvre et des impératifs que celle‑ci commande. Nous estimons que ces impératifs principaux sont au nombre de quatre et s'appliquent tout autant aux communautés autochtones qu'aux décideurs publics gouvernementaux :

- une conscience politique soucieuse d'être entièrement au service des citoyens chez tous ceux et celles qui prennent des décisions, qu'il s'agisse des gouvernements, de [28] leurs agences et de leurs agents ou encore de la part des représentants des organisations autochtones et des communautés autochtones ;

- la participation active des Peuples autochtones comme celle de leurs membres aux processus de prise de décision afin de transformer un schéma pyramidal de commande du haut vers le bas en une opération solidement ancrée à la base par un soutien général avant d'enclencher une prise de décision ;

- la prise de conscience et la pleine réalisation que les politiques découlant d'un tel devis font partie d'une perspective systémique et que les actions entreprises dans un secteur d'activités auront des réactions de contrepartie dans d'autres secteurs interdépendants ; et

- les stratégies conçues pour réaliser des objectifs collectifs d'importance doivent découler d'une volonté largement majoritaire des partenaires et faire partie d'une configuration où les rétroactions des usagers peuvent être consignées et permettre les réajustements qui s'imposent tout au long du processus de mise en œuvre.

*Le troisième volet* s'adresse à la Longue marche elle-même. Cette marche des Autochtones va se poursuivre dans la bonne direction dans la mesure ou l'ensemble des citoyens et des citoyennes du Canada auront développé une conscience pleine et entière de la réalité autochtone et de la nécessité et de l'intérêt pour tous de vivre en harmonie avec les Peuple autochtones. Ce processus devra se développer selon l'esprit des grandes conventions mondiales que le Canada a signées et ratifiées au cours de la dernière décennie, conventions cherchant à mieux concilier le développement économique aux impératifs de la conservation et de la mise en valeur des ressources naturelles dans le respect des droits et des libertés fondamentales.

[28]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

Bibliographie générale  
et références chronologiques

Marc-Adélard Tremblay et Jules Dufour

[Retour à la table des matières](#tdm)

HAWTHORN, Harry B.. (Ed.)

1966-1967

*Une étude des Indiens contemporains du Canada/A Survey of Contemporary Indians of Canada,* Ottawa : Imprimeur de la Reine, 2 volumes.

MALAURIE, Jean

1968

« Promotion indigène au Nouveau‑Québec », *Inter-Nord,* (10),119-121.

GOUVERNEMENT DU Canada

1969

[29]

*La politique indienne du Gouvernement du Canada,* Présentée à la Première Session du 28è Parlement par l'Honorable Jean Chrétien, Ministre des Affaires Indiennes et du Nord canadien.

INDIAN CHIEFS OF ALBERTA

1970

*Citizen Plus,* A Presentation bu the Indian Chiefs of Alberta to the Right Honorable P. E. Trudeau, Prime Minister and the Government of Canada.

NEVILLE-ROBITAILLE COMMISSION

1970

*Report of the Federal-Provincial Team of Officials Directed to visit the Communities of Nouveau-Québec,* Ottawa, circa 200p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1976

*La Convention de la Baie James et du Nord québécois.,* Québec : Éditeur officiel.

DORION, Henri

1976

« Contribution à une géopolitique des Amérindiens du Canada » *ln,* [*Les Facettes de l'identité amérindienne*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165746)*,* (sousla direction de Marc-Adélard TREMBLAY), Québec : Les Presses de l'Université Laval, 17-34.

TREMBLAY, Marc-Adélard

1976

« La vision du futur », *ln* [*Les Facettes de l'identité amérindienne*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165746)*, (Sous* la direction de M.-A. Tremblay), Québec : Les Presses de l'Université Laval, 301-305.

TREMBLAY, Marc-Adélard (Sous la direction de)

1976

[*Les facette de l'identité amérindienne*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165746)*,* Québec : PUL, 316p.

WEAVER, Sally

1976

« The role of Social Science in Formulating Canadian Indian Policy : A Preliminary History of the Hawthorn-Tremblay Report », *In The History of Canadian Anthropology,* (Jim FREEDMAN, ED.), London, Ontario, The Canadian Ethnology Society, 50-97.

PAINE, Robert, (Ed.)

1977

*The White Arctic : Anthropological Essays in Tutelage and Ethnicity,* St-Johns : Institute of Social and Economic Research.

[31]

TREMBLAY, Marc-Adélard

1982

« Les études amérindiennes au Québec 1960-1981 : État des travaux et principales tendances », *ln Culture,* Vol*.*11, No. 1, 83-106.

Inuit tungavingat nunanimi (ITN)

1983

*Les Inuit dissidents de la Baie James,* Montréal : Inuit Tungavingat Nunanimi.

TANNER, Adrian (Ed.)

1983

*The Politics of Indianess : Case Studies of Native Ethnopolitics in Canada*

TREMBLAY, Marc-Adélard

1984

« La Recherche universitaire nordique dans les Sciences humaines au creux de la vague », *Recherches Amérindiennes au Québec,* Vol. XIV, No. 3, 90-95.

TREMBLAY, Marc-Adélard et Josée THIVIERGE

1986

« [La nature et la portée de l'œuvre amérindienne de Jacques Rousseau](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030275232)», *Anthropologie et* Sociétés, Vol. 10, No. 2, 163-182.

GOUVERNEMENT DU Canada

1987

*Réforme des dispositions constitutionnelles concernant les Autochtones : la démarche fédérale,* Ottawa : Conférence des premiers Ministres, Questions constitutionnelles intéressant les Autochtones.

DOMINIQUE, Richard

1987

L'évaluation de *la politique québécoise envers les Autochtones,* Québec : École Nationale d'Administration Publique (ENAP) Manuscrit, 28p.

TREMBLAY, Marc-Adélard

1987

[*Les enjeux ethniques dans un Canada Multiculturel : l'espace des Autochtones*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030584174)*,* Manuscrit, 48p.

TREMBLAY, Marc-Adélard

1989

« [La renaissance de l'identité amérindienne dans l'espace québécois](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.trm.ren)», *ln Mélanges offerts au Cardinal Vachon,* Québec : Les Presses de l'Université Laval, 312-333. Aussi [32] *ln Actes du Premier Colloque Québec-Russie,* Québec : GÉTIC, 3-14.

TREMBLAY, Marc-Adélard

1990

« [Richard Salisbury et l'anthropologie du développement](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.trm.ric)», *ln Culture,* Vol. X,No. 1, 5-8

COMITÉ CONSTITUIONNEL DU NUNAVIK

1991

*Constitution du Nunavik,* 27p.

FILOTAS, G.

1991

« The Eskimo of Arctic Quebec : Self Government and Policyo, *In* BAUSK, O. (Ed.), *Ways of Political Development of Indigenous Peoples of the North,* The Papers of the Second Scientific Colloquium Russia-Quebec, Novosibirsk : The Siberian Branch of the Russian Academy.

LA FORME, H. S.

1991

« Indian Sovereignty : What does it mean ? » *The Canadian Journal of Native Studies,* Vol. X1, No. 2, 253-266.

QUÉBEC

1991

*Les Autochtones et le Québec : le chemin parcouru,* Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones, 40p.

TREMBLAY, Marc-Adélard et Carole LÉVESQUE

1992

*Les études québécoises en Sciences sociales sur les Peuples autochtones du Nord 1950-1989 : conditions socio-historiques de production et profil thématique,* Québec : GÉTIC, Collection Travaux de Recherche No 15, 80p.

ACCORD CADRE/FRAMEWORK AGREEMENT 1993

*Accord Cadre définitif entre le Gouvernement du Canada, Le Conseil des Indiens du Yukon et le Gouvernement du Yukon,* 325p.

[33]

BINETTE, André

1993a

« Le droit à l'autodétermination. 1. Les Peuples paraissent de plus en plus résolus à assumer le risque de l'incertitude pour maîtriser davantage leur propre *évolution », Le Devoir,* 17 novembre, p. A7

BINETTE, André 1993b

« Le droit à l'autodétermination. 2. L'un des défis du XXIè siècle sera de reléguer aux oubliettes de l'histoire le principe des nationalités et d'inventer un nouveau mode de coexistence entre les Peuples, *Le Devoir,* 18 novembre, p. A7

DUFOUR, Jules

1993

« Les revendications territoriales des Peuples autochtones au Québec », *Cahier de Géographie du Québec,* (Numéro spécial),Vol. 37, no 101, 263-290.

TREMBLAY, Marc-Adélard

1993

« Les politiques et les pratiques socio-sanitaires des Autochtones du Grand Nord québécois », *Mémoire soumis à la Commission royale sur les Peuples Autochtones,* Québec : GÉTIC, 29p.

GOUVERNEMENT DU Canada

1993

« Loi concernant la création du Territoire du Nunavut et l'organisation de son Gouvernement, et modifiant diverses Lois en conséquence, sanctionnée le 10 juin : 40-41-42 Élisabeth II, Chapitre 28, Ottawa : 1191-1257.

TREMBLAY, Marc-Adélard et Carole LÉVESQUE

1993

*Savoirs en sciences sociales sur les Peuples autochtones nordiques 1960-1990,* Québec : Laboratoire d'anthropologie, Université Laval, 50p.

GOUVERNEMENT DU Canada

1995

*Les Inuit du Canada,* Ottawa : Inuit Tapirisat du Canada et Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canada, 32p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD Canada

1995

[34]

*Aboriginal Self-Government,* Ottawa : The Government of Canada's Approach to Implementation of the Inherent Right and the Negotiation of Aboriginal Self-Government, 28p

ROYAL COMMISSION ON ABORIGINAL PEOPLES/COMMISSION ROYALE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES (Erasmus-Dussault)

1996

*People to People, Nation to Nation/À L'aube d'un Rapprochement,* Points Saillants, Ottawa : Ministère des Services et Approvisionnements Canada, 150p.

LÉVESQUE, Carole *et al.* 1997

*Les savoirs autochtones du Nord canadien : une bibliographie annotée d'ouvrages de langue française,* Québec : GÉTIC, 52p.

TREMBLAY, Marc-Adélard

1997

« De l'éthique sociale et de l'interculturalisme : deux voies incontournables dans l'établissement d'un rapprochement harmonieux entre Autochtones et non-Autochtones », Conférence de clôture à la Conférence de l'Université McGill sur le Rapport Erasmus-Dussault, Montréal, février, 10p. Manuscrit.

TREMBLAY, Marc-Adélard et Carole LÉVESQUE

1997

*Quebec Social science and Canadian indigenous Peoples : An Overview of Research Trends,* Polaris Paper no 11, Ottawa : Canadian polar Commission, 50p.

GOUVERNEMENT DU Canada

1997

*Rassembler nos forces . Le Plan d'action du Canada pour les questions autochtones,* Ottawa : Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, 42p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1998a

« Partenariat, développement, actions, Affaires autochtones, Orientations », *Orientations du Gouvernement du Québec,* Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones, 40p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1998b

*Relations du Québec avec les Autochtones. Résultats tangibles,* Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones, mars, 8p.

HAMELIN, Louis-Edmond

1999

[35]

*Passer près d'une perdrix sans la voir ou attitudes à l'égard des Autochtones,* Grande Conférence Desjardins No. 5, Montréal : Programme d'étude sur le Québec de l'Université McGill, 91 p.

GOUVERNEMENT DU Canada

2000a

*Accord de principe entre les Inuit du Labrador et sa Majesté la Reine du Chef du Canada et sa Majesté la Reine du Chef de Terre‑Neuve,* Ottawa, 355p.

GOUVERNEMENT DU Canada

2000b

*Distribution of Legislative Powers : Powers of the Parliament, Exclusive Powers of Provincial Legislatures,* 28-35.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU Canada

2000

*Politiques sur les revendications territoriales globales et état des revendications,* 21 p.

ASCH, *Michael* 2001

« Indigenous Self-Determination and Applied Anthropology in Canada : Finding a Place to Stand »*, Anthropologica,* Vol*.*XLIII, No. 2, 201-207.

DUFOUR, Jules

2001

« Les Inuits (sic) du Québec auront leur gouvernement autonome » *In Québec* 2002, *Annuaire politique, social, économique et culturel du Québec,* Montréal : Fides, 350357.

DUFOUR, Jules et Marc-Adélard TREMBLAY

2001

*La Commission du Nunavik : Une expérience unique et extraordinaire/The Nunavik Commission : Lessons from a Unique and Extraordinary Experience,* Ottawa : Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, 15p plus Annexes pour un total de 27p..

GOUVERNEMENT DU Canada

2001

*Population indienne et inuite au Québec,* Ottawa : Travaux publics et Services gouvernementaux.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

2001

*Les Amérindiens et les Inuits du Québec. Onze Nations contemporaines,* Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones, 32p.

[36]

TULUGAK, H., J. ADAMS, J. DUFOUR, G. DUHAIME, D. GAUMONT and Marc-Adélard TREMBLAY

2001

*Let us share : Mapping the Road Toward a Government From Nunavik/Partageons : tracer la voie vers un Gouvernement pour le Nunavik,* Nunavik Commission Report, 66p*.*

GOUVERNEMENT DU Canada

2002

*Comprehensive Claims Policy and Status of Claims,* Ottawa : MAINC, 21 p.

LEPAGE, Pierre

2002

*Mythes et Réalités suries Peuples Autochtones,* Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 88p

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

2002

*Québécois et Innus sur un même territoire, de voisins* à partenaire, : Synthèse de la proposition d'Entente de principe avec les Innus, Secrétariat aux Affaires autochtones, 11 p.

TREMBLAY, Marc-Adélard

2002

« Le processus de création d'un gouvernement autonome au Nunavik : les Recommandations de la Commission du Nunavik, *ln Études canadiennes/Canadian Studies,* No 52, 117-130.

Site de l'Assemblée des Premières Nations

2003

*Assembly of the First Nations - the Story,* 7p

Version du 10 juin 2003

[1]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

Schéma-synthèse des périodes

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le but de cet exercice est de mieux préciser ce qui caractérise chacune des périodes de la longue marche.

**PREMIÈRE PÉRIODE 1960-1970**:  
PRISE DE CONSCIENCE DES AUTOCHTONES

Cette prise de conscience est relative à leurs droits, à l'obtention d'un statut politique qui leur confère une plus grande autonomie et au développement socio‑économique de leurs communautés.

Nous utilisons 12 initiatives particulières que nous pouvoir représenter par 4 grands traits principaux,

**DEUXIÈME PÉRIODE 1970-1980**:  
CRÉATION D'ORGANISATIONS AUTOCHTONES

Afin de donner plus de poids et de mieux coordonner l'ensemble de leur initiatives, les Autochtones créent des organisations spécifiques dont le mandat est de mieux défendre leurs intérêts et surtout d'obtenir des gouvernements la pleine reconnaissance de leurs droits fondamentaux. L'Entente de la Baie James et du Nord du Québec devient une réussite emblématique.

Nous utilisons 11 initiatives spécifiques desquelles on peut dégager 5 grands traits principaux.

**TROISIÈME PÉRIODE 1970-1995**:  
LES AUTOCHTONES S'ENGAGENT DANS UNE DOUBLE DÉMARCHE DÉMOCRATIQUE

L'une de ces démarches démocratiques s'adresse aux gouvernements dans le but de les convaincre de la nécessité de protéger leurs droits par l'établissement d'Ententes particulières tandis que l'autre s'effectue auprès des cours de justice dans le but d'obtenir la reconnaissance de leurs droits ancestraux et leurs droits aborigènes.

18 initiatives particulières méritent d'être mises en relief et se résument à 5 grands traits principaux.

[2]

**QUATRIÈME PÉRIODE 1950-2005**:  
L'ÉMERGENCE DE CINQ FACTEURS STRUCTURANTS

L'émergence de cinq facteurs structurants consolident les objectifs poursuivis par les Autochtones représentent des gains importants et rendent possible la réalisation de leurs aspirations fondamentales, c'est-à-dire, la reconnaissance des droits, le développement socio-économique et culturel des Nations ainsi que l'auto-détermination.

La présence de 5 facteurs structurants associés à des initiatives nouvelles viennent nourrir une nouvelle vision de l'avenir chez les Autochtones, malgré la présence d'irritants qui en retardent la concrétisation.

**CINQUIÈME PÉRIODE 1995-2005**:  
 Des crises majeures chez certaines Nations Autochtones.

Des crises majeures font surface dans certaines régions du Canada. Elles résultent de l'insatisfaction des Autochtones vis-à-vis certaines situations particulières qui les marginalisent et freinent leur progrès. Les Autochtones rappellent alors aux gouvernements leurs obligations et leurs promesses. Du même souffle ils insistent auprès des non‑Autochtones de l'urgence que les gouvernements inventent des politiques et des programmes qui soient mieux adaptés à leurs conditions d'existence à la lumière des recommandations de la Commission Erasmus-Dussault.

17 initiatives pertinentes ont été répertoriées et permettent de dégager 3 grands traits principaux qui les regroupent en bonne partie.

**SIXIÈME PÉRIODE 1985-2005**:  
LE FÉDÉRAL ET LES PROVINCES ÉNONCENT DES POLITIQUES ET DES PLANS D'ACTION À L'INTENTION DES AUTOCHTONES QUI SE VEULENT MIEUX CIBLÉS.

Ces politiques et ces plans d'action visent à répondre à l'ensemble des besoins concrets des Autochtones et à rétablir des relations harmonieuses basées sur la compréhension, le partenariat et la mise en œuvre de services comparables, en quantité et en qualité, à ceux que reçoivent les non-Autochtones.

[3]

Plusieurs initiatives gouvernementales endossant ces objectifs sont identifiées et peuvent être caractérisées par un seul grand trait principal.

**SEPTIÈME PÉRIODE 1990-2005**:  
L'ÉTABLISSEMENT PAR LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX DE PRINCIPES DIRECTEURS VISANT À NORMALISER LEURS RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES.

Les principes directeurs établis par les gouvernements à l'intention des Autochtones visent à préciser les patrons de négociation, à susciter les actions nécessaires menant à la pleine reconnaissance des droits territoriaux et aborigènes ainsi qu'à mieux définir les paramètres à la base de l'auto-détermination et de l'établissement de gouvernements responsables.

Plusieurs initiatives gouvernementales ainsi que des réactions de la part des Autochtones apportent des ajustements qui permettent la mise en place d'activités conjointes de la part de certaines Nations et des gouvernements lesquelles s'insèrent dans une démarche d'ensemble favorisant la reconnaissance des droits et l'atteinte d'une plus grande autonomie politique.

CONCLUSION

Les progrès réalisés durant les dernières décennies. Le rôle principal exercé par le gouvernement fédéral. Les traits principaux. Les nouveaux objectifs conjoints (gouvernements et Autochtones) à atteindre devront obéir à trois prérequis.

[37]

La longue marche des peoples autochtones vivant au Canada  
vers la conquête de leurs droits et libertés fondamentales  
et l’auto-détermination.

ANNEXE

DES TABLEAUX ET COMPOSANTES  
DES SOUS-PÉRIODES DE  
LA LONGUE MARCHE   
DES AUTOCHTONES CANADIENS

THE LONG WALK OF CANADIAN NATIVE PEOPLE TOWARD THE FULL CONQUEST OF THEIR RIGHTS, FREEDOM AND SELF-DETERMINATION

(1960-2003)

[Retour à la table des matières](#tdm)

[37]

**First Period (1950-1970)**

|  |
| --- |
| Native Peoples become conscious of their Poor Living Conditions and of their ambiguous relationships in regard to their rights with the rest of Canada. Such understanding coincided, more or less, with the deposit of the Hawthorn-Tremblay Commission's Report and the visit of Quebec Inuit communities by the Neville-Robitaille Study Committee |

[Retour à la table des matières](#tdm)

# Aboriginal Initiatives ; \* Government Initiatives ; #\* Joint Initiatives

| DATE | PEOPLES | INITIATIVES | RESULTS |
| --- | --- | --- | --- |
| #1960 | Inuit | Awareness of the poor living conditions of Inuit communities | Establishment of a Federal‑Quebec bipartite Committee to plan interventions |
| \* 1963 | Crees and Inuit | Establishment of basic services to Inuit and Cree communities | Creation of the General Branch of New-Quebec |
| \*1964 | All Amerindian communities | The study of economic, educational social and constitutional status of contemporary Indians | Creating the Hawthorn-Tremblay Study Commission on Contemporary Indians (did not include Inuit) |
| [38] | All Native Indians living on the Canadian Territory | The bettermen of Living conditions of Canadian Indians. The setting of measures aiming at increasing natives’ responsabilities and recommendations for the transfer of greater responsabilities to the Provinces | Deposit of the Report of the Hawthorn-Tremblay Commission |
| \*1967 | All Native Indians living on the Canadian Territory | The extinction of Indian status and abolition of the Indian Law | The Federal White Book on the Status of Indians and the Indian Act |
| \*1969 | Inuit | A Study Committee consults Inuit of Northen Quebec on proposals of a Joint Federal-Quebec Committee | Joint Federal-Quebec Committee of Neville-Robitaille |
| \*1969 | All Native Indians living on the Quebec Territory | The defense of the Aboriginal rights of Quebec Indians | The establishment of the Quebec Indian Association (OIA) |
| #1969 | All Amerindian Peoples | Steps to make the Quebec government recognize the Territorial rights of Indians | A brief was sent to the Quebec government on Indian territorial rights related to land, forest, fauna, lakes, rivers and territorial waters |
| \*1969 | All Amerindian Peoples | The acknowledgment and enforcement of Native Peoples’ rights | the voting right of Indians Native Peoples at the Provincial elections |
| \*1970 | All Amerindian Peoples | The Alberta Indian chiefs publish a Red Book which rejects the Federal White Book and its perspectives on Indian affairs | The Federal Government withdraws its White Book |
| \*1970 | Inuit | to get greater powers in the administration of their own affairs and ensure that they receive all the services to which all canadians areentiti | The Neville-Robitaille Report confirms Inuit grievances, expectations and needs |
| [39] |  |  |  |
| \*1970 | Quebec Indians | Quebec Indians require that the Quebec Government states clearly its functions related to aboriginal affairs | The setting in place in Quebec of a Commission of Indian affairs (CNAI) |
| \*1970 | All Amerindian peoples | The claim and defense of Aboriginal rights | The setting in place of Nation organizations to re‑orient Native identity and fight for Native rights |

|  |
| --- |
| MAIN FEATURES OF THE FIRST PERIOD (1950‑1070)  A. In 1967 the Hawthorn-Tremblay Commission reports on  a) The poor economic development of Indian Communities ;  b) The weak educational results despite encreased educational services ;  c) The ambiguities of Indian leadership on « Reserves » ;  d) The challenges related to the transfer of some federal fiduciary responsabilities to the Provinces.  B. In 1970 the Neville-Robitaille Study Committee reports on  a) The expression of Inuit needs ;  b) The kinds of services required to fulfill their full needs.  C. In 1969 the Quebec Indian Association is created with the aim of seeing that their rights are enforced by governments.  D. In 1970 the Federal Government withdraws the « White Book » as a result of Native Peoples' reactions to its publication. |

[40]

**Second Period (1970-1980)**

|  |
| --- |
| The setting in place of Native Organizations in order to structure and consolidate Native claims sent to Governments and make sure that their rights are fully recognized |

# Aboriginal Initiatives ; \* Government Initiatives ; #\* Joint Initiatives

| DATE | PEOPLES | INITIATIVES | RESULTS |
| --- | --- | --- | --- |
| #1971 | Inuit | The claim and defense of aboriginal rights in New Quebec (Nunavik) | Creation of the Northern Quebec Inuit Association (NQIA) |
| \*1972 | All Native Peoples | The seeking of greater authority over educational matters by Native Peoples - A request of the National Indian Brotherhood | The then Indian Minister of Indian Affairs (Jean Chrétien) agrees on such a request and considers that it is part of First Nations' philosophy on governance |
| \*1973 | All Native Peoples | To define the relationships between Quebec territory and Native Peoples | Creation of a Study Commission on Quebec territorial integrity (The Dorion Commission) |
| [41] |  |  |  |
| \*1973 | All Native Peoples Living on the Canadian Territory | To make the Canadian Government recognize the territorial rights of Native Peoples | Adoption by the Canadian Government of the first policy related to territorial claims of Native Peoples |
| #\*1973 | All Native Peoples living on Canadian territory | To get the Canadian Government recognize the Aboriginal rights of Native Peoples | The Supreme Court of Canada confirms the existence of Native territorial rights in Canada (The Calder Judgment) |
| \*1973 | Cree and Inuit | To get Governments recognize the territorial rights of Aboriginal Peoples | The Quebec Superior Court says in its judgment that the Cree and Inuit have rights on the territory that Canada leased to Quebec with the frontier extension Laws of 1898 and 1912 |
| \*#1975 | Cree and Inuit | To sign an Agreement recognizing the fundamental rights of Aboriginal Peoples | The signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement over a territory of 1,165, 286 km2 |
| \*#1978 | Naskapis | To sign an Agreement recognizing the fundamental rights of Aboriginal Peoples | The signing of the North-East Quebec Agreement defining a Naskapi territory |
| \*1978 | All aboriginal Peoples | To provide relevant services adapted to the specific needs of Aboriginal Peoples | The creation of a Secretariat of Government activities in Indian and Inuit environments (SAGMAI) |
| #\*1978 | Inuit | As a result of the James Bay and Northern Quebec Agreement, the provision of services related to Nunavik Inuit rights | The setting in place of the Kativik Regional Government, the Regional Board of Health and Social Services, the Kativik School Board and of Katutjiinik (economic development) |
| #1978 | All Quebec aboriginal Peoples | To bring the Quebec Government to recognize the fundamental rights of Aboriginal Peoples | The holding in Quebec of the first official meeting of representatives of all Quebec Aboriginal Peoples |
| \*1979 | 300 Indian Chiefs and Indians living on Reserves | They went to London to prevent the repatriation of the Canadian constitution (unsuccessfully) - Such a move had not been approved by all Native organizations | It brought to the attention of Indian chiefs the necessity of restructuring their National organization to make it more representative. In 1982 the National Indian Brotherhood became the Assembly of First Nations |

[42]

|  |
| --- |
| MAIN FEATURES OF THE SECOND PERIOD (1970-1980)  D. The creation of the Northern Quebec Inuit Association (NOIA) in 1971 in order to claim and defend Native rights  E. The Calder Judgment of the Supreme Court of Canada in 1973 confirms the existence of Native territorial rights  F. The signing of the James Bay and Northern Quebec agreement in 1975 and the Quebec North-East agreement with the Naskapis in 1978  G. The holding in Quebec National Assembly in 1978 of the first official meeting of representatives of all Quebec Aboriginal Peoples  H. The process of reorganizing the National Native organization which became in 1982 the Assembly of First Nations |

[43]

**Third Period (1970 up 1995)  
overlapping with other periods**

|  |
| --- |
| Native Peoples seek law judgments but also formal agreements with governments in order to get full recognition of their rights (ancestral and aboriginal) |

# Aboriginal Initiatives ; \* Government Initiatives ; #\* Joint Initiatives

[Retour à la table des matières](#tdm)

| DATE | PEOPLES | INITIATIVES | RESULTS |
| --- | --- | --- | --- |
| # 1982 | All Native Peoples living on the Canadian territory | To got the entrenchment in the Canadian Constitution of the recognition of Aboriginal rights and the protection of those rights | The Constitutional Law. It recognizes and protects the rights of Aboriginal Peoples. The 25 Article protects the freedom of Aboriginal Peoples - whereas Article 35 deals in a specific way of existing rights (ancestral or resulting from Treaties), recognizes them and confirms them |
| #1982 (30/11) | All Native Peoples living on the Quebec territory | A move to got the recognition of fundamental rights of Aboriginal Peoples | A Common Front of Quebec Aboriginal Peoples identifies a series of principles which ought to set the kinds of relationships between the Quebec government and Aboriginal Peoples |
| [44] |  |  |  |
| \*1983 (09/02) | Native Peoples living on the Quebec territory | A definition of a Quebec policy on Aboriginal issues | The Adoption by the Council of Ministers of fifteen principles which set the foundation for the Quebec Policy |
| \*1984 | Crees and Naskapis | Increasing of powers of these two Nations on a number of different fields such as financial administration, the use of land, so on so forth | The Adoption of a Law on Crees and Naskapis |
| \*#1984 | Inuvialuit | Settlement of territorial claims the creation of a Fund for social and economic development/ Recognition of rights on Fauna/ Development of socio-economic initiatives/ Participation to fauna and environment Administration | The Signing of a Final Agreement / A territory of 91,000 km2 |
| \*1985 (20/03) | Native Peoples living on the Quebec territory | Recognition by Quebec of ancestral rights of Aboriginal Peoples | The Adoption by the Quebec National Assembly of a motion related to the recognition, in principle, of Aboriginal rights |
| \*1985 (28/06) | Native Peoples living on the Canadian territory | The Application of the Canadian Charter of rights and freedom by the Canadian Government to Aboriginal Peoples | The Adoption of Law C-31 aiming at conciliating the Indian Act with the Charter of Rights and Freedoms |
| \*1986 | All Native Peoples living on the Quebec territory | A betterment of Quebec Aboriginal Peoples relationships and services | Appointment of a delegate minister for Aboriginal affairs |
| \*#1988 | Attikameks and Montagnais | The conclusion of a memorandum of understanding on the ancestral Territories of these Native Peoples | A framework Agreement between Attikamek-Montagnese Council (CAM) and the Quebec Government is signed on the territorial claims of the Attikameks and Montagnais |
| \*1990 | All Native Peoples on the Quebec territory | A betterment of Quebec-Aboriginal Peoples relationships | Appointment of a full-time minister for Aboriginal Affairs |
| [45] |  |  |  |
| #\*1990 | Hurons-Wenclat | Seeking the recognition of Native rights on fauna resources | A Judgment by the Supreme Court of Canada recognizing to the Sioui brothers the Huron rights to carry traditional customs and religious rites on their ancestral lands since it flows from the 1760 Treaty between the Crown and the Huron Nation |
| \*1991 | Native Peoples living on the Quebec territory | The need to get a clear-cut policy in regard to Native affairs | The Council of Quebec Ministers accepts the principle of building a broad policy related to Native affairs |
| \*1992 | Native Peoples living on the Canadian territory | The respect and protection of fundamental rights of Aboriginal Peoples | The establishment of a Royal commission on Aboriginal Peoples (Erasmus-Dussault) |
| \*1993 | Natives Peoples living on the Quebec territory | The promotions of rights and fundamental freedoms of Aboriginal Peoples | Formal recognition by Quebec National Assembly of the year 1993 as the International year of Aboriginal Populations (Order in Council 1829-92) |
| #\*1993 | Champagne and Aishihik Native Peoples | Self-Determination | Final Agreement of the First Nations of Champagne and Aishihik with the Federal Government |
| #\*1993 | Tlingits of Teslin Native Peoples | Self-Determination | Final Agreement between the council of Tlingits of Teslin with the Federal Government |
| #\*1993 | Nacho Nyak Native Peoples | Self-Determination | Agreement of the First Nation of Nyak with Federal Government |
| #\*1993 | Sahtu and Metis | Settlement of territorial claims | Final agreement with the Federal Government - Territory of 250 278 km2 |

[46]

|  |
| --- |
| MAIN FEATURES OF THE THIRD PERIOD (1970-1995)  I. a) The entrenchment in the repatriated Canadian Constitution of 1982 of the fundamental rights of the Aboriginal Peoples ;  b) It is by far the most important and innovative constitutional gesture on the part of the Canadian government ;  J. a) The adoption in 1983 by the Council of Minister of the Quebec National Assembly of a set of 15 basic principles which serve as foundation for Quebec Policy for Aboriginal Peoples ;  b) This is to be followed in 1985 by a motion recognizing, in principle, Aboriginal rights ;  K. Numerous Agreements the Federal and Quebec governments with Aboriginal Peoples over the period which ends with the deposit of the Erasmus-Dussault Report ;  L. During the same period there exists a number of Court judgments not covered in the current presentation that are also essential to understand the progressive move of the « long walk of Native Peoples » towards self-Determination ;  a) The most Important of these court judgments, as Identified by Native Peoples themselves are the following : Calder, 1973 ; Supreme Court : Huron-Wendat of 1990 ; Sparrow, 1990 ; Van der Poet, 1995 ; Delgamuukw, 1995 ;  b) The judgments of those court cases illustrate the extraordinary patience of Aboriginal in their democratic efforts to seek full fundamental rights. The judgments by the Supreme Court, on the other brand, has allowed to eliminate uncertainties in regard to these Native rights and paved the way to negotiation and reconciliation between Native Peoples and Canadian Peoples delegating their powers to representative institutions |

[47]

**Fourth Period (1960-2003)**

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |
| --- |
| This period is different from the others in that it identifies some political, economic and social events whose outcomes became structuring factors to Native efforts related to achieve self‑determination over a period of time. Some of these events (Commissions, Court judgments, Stands by Governments and Native Peoples themselves) occurred in Quebec while many others relate to events which occurred over the country as a whole. (in other words, the events listed here are not exhaustive) |

The various Reports of Commissions established to study Aboriginal issues in Canada were highly positive to Native Peoples' expectations and aspirations in regard to their rights and to their status within Canada. (the Hawthorn-Tremblay Commission (1964-1967) ; the Neville-Robitaille Study Committee (1969-1970) ; the Erasmus-Dussault Commission (1991-1996) ; and the Nunavik Commission (1999-2001) to which we will refer later on.

Court judgments as a whole have been sensitive to Native claims as well as to the recognition and protection of their rights. The courts have projected a positive image of Aboriginal Peoples and explicitly stressed the fact that Natives defend a « just cause ».

[48]

The White Book (1969) and the Red Book (1970) were at the onset of Native Peoples who felt the need to establish Native organizations to defend their rights and promote Native traditions. This was accompanied by a revitalization of Native identity where the preservation of Native culture especially native languages, traditional knowledge, the respect of elders were among the most fundamental elements.

The Malouf judgment (Quebec Superior Court) which stopped the work on the hydroelectric sites in Northern Quebec since he felt that, as it went, the rights of the Crees and Inuit might be jeopardized. The Berger Report adopted a similar viewpoint in the Northwest Territories in relation to gaz-pipe developments.

The Oka crisis (in 1990) and the rejection of the Lake Meech and Charlottetown accords by Natives were other events which meant that non‑Natives had to respect their fundamental and inalienable rights.

ALL THESE EVENTS AND MANY OTHER SIMILAR ONES ALLOWED FOR THE STRENGHTENING OF NATIVE RIGHTS RECOGNIZED BY THE COURTS IN ADDITION TO CONFIRMING THAT NATIVES WERE SUCCESSFUL IN THE PURSUIT OF THEIR OVERALL GOALS. AS A RESULT S ELF-DETERMINATION WAS SEEN AS BEING WITHIN REACH.

[49]

**Fifth Period : 1995 up to 2003**

|  |
| --- |
| The existence of different crisis throughout Canada and the awareness on the part of non-Natives, especially after the deposit of the Erasmus-Dussault Report, of the urgency to invent relevant policies and programs to reduce the economic, political and social uneasiness on the part of Aboriginal Peoples. |

[Retour à la table des matières](#tdm)

# Aboriginal Initiatives ; \* Government Initiatives ; #\* Joint Initiatives

| DATE | PEOPLES | INITIATIVES | RESULTS |
| --- | --- | --- | --- |
| \*1996 | All Native Peoples living on the Canadian territory | An exhaustive redefinition of relationships between Canada and Aboriginal Peoples | The Deposit of the Final Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples which set negotiation processes as the only mechanism for establishing harmonious relationships with Aboriginal Peoples |
| #\*1997 | Little Salmon/ Carmarcks | Self-determination | Final Agreement of the First Nation of Little Salmon/Carmarcks |
| #\*1997 | First Nation Selkirk | Self-determination | Final Agreement of the First Nation Selkirk |
| [50] |  |  |  |
| \*1997 | All Aboriginal Peoples living on The Canadian territory | Redefinition of relationships between Canada and Aboriginal Peoples. The Federal follows a successful path | The New Canadian Action Plan for Aboriginal Affairs |
| #\*1998 | Trondēk Hwēch | Self-determination | Final Agreement with the Trondēk Hwēch People |
| #\*1998 | Nisga's | Settlement of territorial claims and self-determination | Final Agreement related to a territory of 2 000 km2 |
| \*1998 | All Aboriginal Peoples living on the Quebec territory | Harmonization of relationships between the Quebec Government and Aboriginal Peoples | Full outline of guiding principles endorsed by the Quebec Government on Aboriginal affairs |
| #\*1999 | Quebec lnuit | Settlement of territorial claims - The establishment of an Assembly and of a Government which would have a large degree of autonomy within a Province | The Signing of a Political Accord aimed at establishing a new form of Government in Nunavik. The setting up of the Nunavik Commission, a process endorsed by Makivik Corporation, the Federal and Quebec Governments |
| #\*2001 | Quebec Inuit | Setting the process to establish an Assembly and a Government in Nunavik with wide degree of autonomy within a Province | The Deposit of the Final Report of the Nunavik Commission |
| #\*2002 | Cree Nation | Negotiating an Agreement for economic, social and community oriented Development of the James Bay Region | Historical Agreement between Quebec National Assembly and the Cree Nation called « The Peace of the Braves ones » - (3.5 MM$ over a period of 50 years) |
| #\*2002 | Quebec Inuit | Partnership between Quebec and the Nunavik Inuit to speed up Nunavik Development | The signing of a partnership Agreement between the Government of Quebec and the Nunavik Inuit for a period of 25 years |
| [51] |  |  |  |
| #\*2002 | Quebec lnuit | The Process of creation of an autonomous government is defined | The writing up of a Framework agreement suitable for the negotiation process (setting the Agenda) |
| #\*2002 | Quebec lnnus | The process of harmonization of relationships between the Innus, of Mamuitun and of Nutashkuan and the Quebec and Canadian Governments | Agreement in Principle of a general Nature between the Mamuitun and Natashkuan First Nations and the Quebec and Canadian Governments |
| #\*2002 | Tlicho | Self-determination | Final Agreement of the Tlicho with the Federal Government |
| #\*2003 | Quebec lnnus | Harmonization of relationships between the Mamuitun and Natashkuan Innus and the Quebec and Federal Governments | The Holding of a Parliamentary Commission for the examination of the Agreement in principle signed between the First Nations of Mamuitun and Natashkuan and the Quebec and Federal Governments |
| #\*2003 | Quebec Inuit | Setting an adequate process for the creation of an Autonomous Government | Negotiations between the three partners (Makivik Corporation, Federal and Quebec) with the aim of creating an elected Assembly (UQARVIMARIK), an Executive (a Government) and Permanent Committees (The Phase I of an overall process) |

[52]

|  |
| --- |
| Main features of the Fifth Period  The main conflicts between Native Peoples and non‑Natives across the country made Canadians aware that governments and Canadian people alike had to change their outlook, interventions and relationships in regard to Aboriginal Peoples and affairs. When such a path was followed, it led to remarkable outcomes (Agreements, Settlements, so on...).  The Erasmus-Dussault Report has to be considered as a major turning point in the overall picture. It is the most exhaustive Report produced on Aboriginal Affairs which made it clear that sustainable development of Native communities associated with partnership relationships were the main keys to developing harmonious relationships with Aboriginal Peoples.  The Nisga's settlement and agreement in British Columbia and the « Peace of the Braves ones » in Quebec Cree Country have set empirical examples of the implementation of such a new philosophy with highly positive outcomes. They represent a majestuous entry into the twenty-first century. |

[53]

**Sixth Period (1985-2003)**

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |
| --- |
| Following the Erasmus-Dussault Report, the Canadian government and Provincial governments revised completely their policies and strategies of interventions in regard to Aboriginal affairs. They both expressed their strong will to meet the overall needs of Aboriginal Nations and conceived relevant strategies and action plans to develop harmonious relationships with them. The Federal made public its policy in 1997 and Provinces followed in its footsteps shortly thereafter. |

In this presentation we will deal only, in a schematic manner, with the Federal Action Plan. This strategy is based on the guidelines of mutual respect, recognition, responsability and partnership. It recognized past mistakes and injustices but goes on afterwards to set the main objectives and actions to implement them right away. We are aware that some Provinces have similar objectives and strategies for intervention. The Federal's leading role sets the conditions for major changes across the country. The Federal objectives are the following :

[54]

- To renew partnerships with Aboriginal Peoples so as to build harmonious relationships ;

- To support Aboriginal Peoples in their efforts to create efficient and responsible governments ;

- To confirm relationships based on Treaties ;

- To negotiate with the shared aim of finding equitable results to territorial claims ;

- To establish a new financial relationship with First Nations which would lead to financial agreements between governments and Native organizations which would be stable, foreseeable, responsible and lead to self‑determination ;

- To strengthen communities and their economies ;

- To enhance the health status of individuals and public security of communities ;

- To invest financially on human resources ;

- To strengthen Native economic development ;

SUCH AN ACTION PLAN IS CONCEIVED TO FOSTER RENEWED PARTNERSHIP WITH FIRST NATIONS, THE INUIT, METIS AND NON-STATUS INDIANS

[55]

**Seventh Period 1990-2003**

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |
| --- |
| The setting in place on a permanent basis by governments of the negotiating pattern and process with Aboriginal Peoples following the partnership guidelines set by the Federal in order to settle, when timing is appropriate but with an equitable spirit, the settlement of territorial claims and the implementation of self-governance. |

It has been clearly demonstrated by preceding periods. The decision making process related to aboriginal affairs cannot be taken in a unilateral way either by the Federal or the Provincial governments. It should flow from agreements achieved following bi‑partite negotiations in the case of Peoples living in a Federal territory or tri‑partite negotiations when it relates to Native Peoples living in a provincial territory. Tribunals would still have a role to play when it has to do with the application modalities of Native rights, such as fishing and hunting rights for instance. The imperative to negotiate did not come « as an act of God » but from a political culture that has its roots and developed following the Malouf judgment in the case of the James Bay hydroelectric development project and the Berger judgment related to the construction of a gas‑pipe in the Northwest territory. Those judgments clearly established the just foundations of Native rights related to the economic development on their traditional lands. Other [56] judgments have built a jurisprudence in regard to territorial and ancestral rights or rights flowing from Treaties. This led governments to set forth their official recognition policies in regard to aboriginal rights. The Federal first did it at the time of the repatriation of the Canadian Constitution in 1982 which was followed by the Constitutional Conferences of the Prime Ministers in 1983, 1985 and 1987 with chiefs of Aboriginal Peoples.

The Quebec National Assembly has promulgated the recognition of Native rights through a Resolution passed in 1985. It recognizes the Native rights of the Aboriginal Peoples living on its territory. It recognizes the ancestral rights of these Nations and the rights written in the James Bay and North-East agreements. The National Assembly considers these agreements and other agreements of the same kind established in the future as binding as Treaties. The same Resolution invites the Provincial government to continue to negotiate with Aboriginal Peoples with the expectation to conclude with Native Nations, Native organizations or Native communities, agreements which would confirm the implementation of

*- the right to self-determination ;*

*- the right of their culture, their language., their traditions ;*

*- the right to own and control their land ;*

*- the hunting., trapping and gathering rights and the right to participate in the administration of fauna resources ;*

*- the right to participate in the economic development of Quebec and get due benefits.*

Such a stand was innovative in many ways.

[57]

THE LONG WALK OF CANADIAN NATIVE PEOPLE TOWARD THE FULL CONQUEST OF THEIR RIGHTS, FREEDOM AND SELF-DETERMINATION

(1960-2003)

**Conclusion**

*Although it has made substantial progress in the recent decades, the Long Walk of Native Peoples in Canada toward the complete and full respect of aboriginal, ancestral and territorial rights and definitive self-determination, must now orient itself on objectives and undissociable issues. Those are as much associated with concerned governments as they are with the Aboriginal Peoples themselves.*

*The leading role played by the Federal government since 1982 has to continue since they are so many innovative initiatives undertaken., but completely achieved. There are three prerequisites which must be dealt with for these efforts to be successful : one has to do with principles to be respected ; another relates to the implementation of projected initiatives according to basic imperatives ; and the third one requires that the general population be fully and well informed.*

The first prerequisite flows from guiding principles which have been stated by both levels of government. All of them cannot be repeated here, but let us underscore some of the most important ones :

[58]

Sustainable development, social equity, to increase the levels of living of Aboriginal people along with environmental protection, to reach better equity in relation to the quality and quantity of services offered to southern citizens, especially in the fields of education and health, the respect of Native values and traditions, joint economic venture with Aboriginal Peoples, so on and so forth.

The second prerequisite relates to implementation and its underlying principles. It applies as much to Native communities as to governments. There are four of them :

A. A political consciousness to be entirely shared by all Canadian citizens

B. The active participation of Aboriginal Peoples to the decision-making process ;

C. Such a model is holistic and actions at one level carry consequences at all the others ; and

D. Strategies to achieve major collective undertakings must flow from the will of a large majority of citizens.

The third prerequisite applies to the « Long March itself ». The full achievement of such a major change in the Canadian society needs the support of all Canadians who have to be well informed and become conscious of the many advantages to be gained in supporting Native Peoples toward self-determination.

Fin du texte